

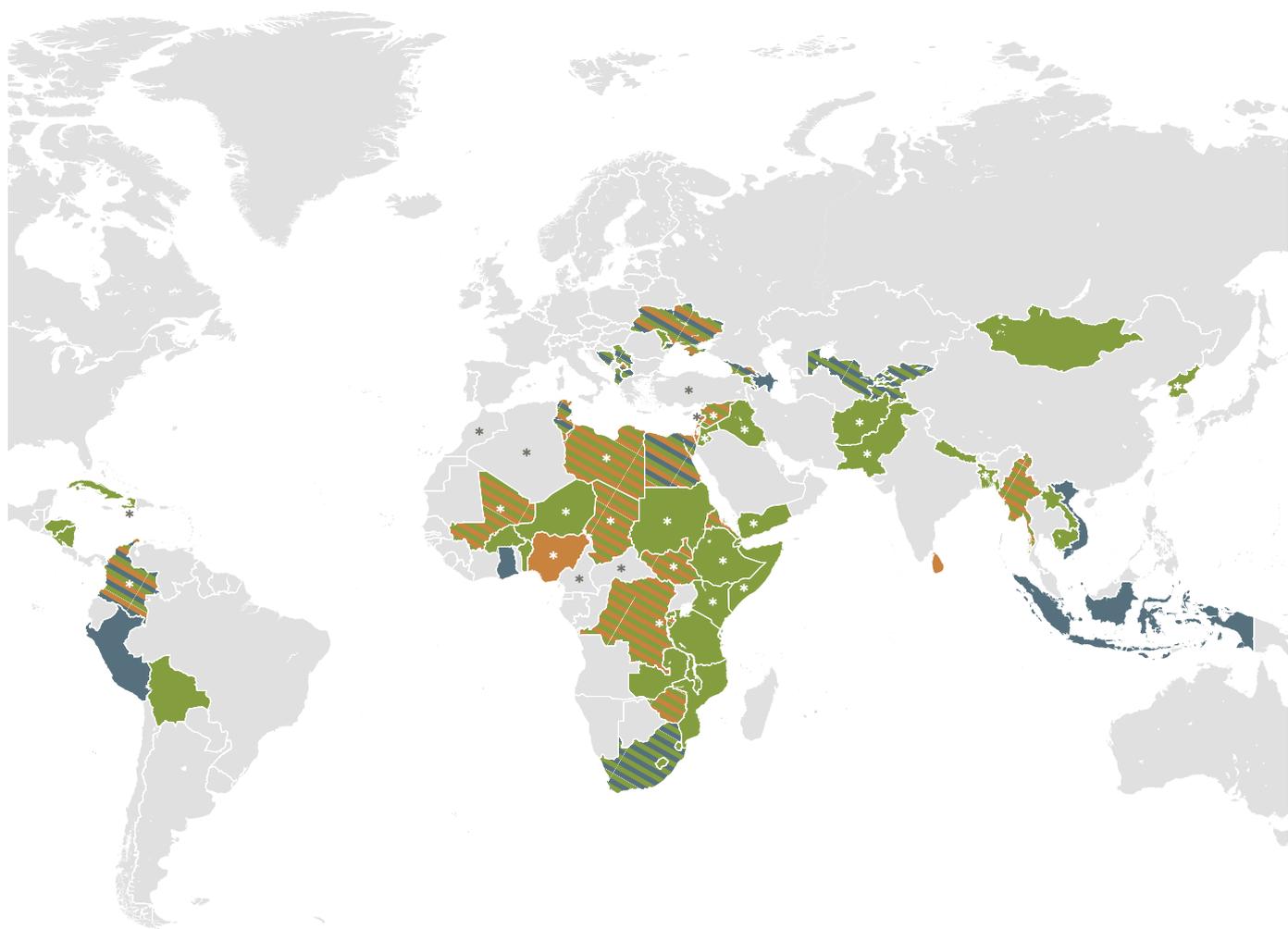
La coopération internationale de la Suisse

Rapport intermédiaire sur la mise en
œuvre du message 2017 – 2020



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Pays et régions prioritaires dans le cadre de la coopération internationale de la Suisse



■ Direction du développement et de la coopération DCC
■ Secrétariat d'État à l'économie SECO
■ Division Sécurité humaine DSH

* Aide humanitaire

La coopération internationale au service des intérêts de la Suisse

Madame la Présidente du Conseil des États,
Monsieur le Président du Conseil national,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Atténuer la pauvreté et la détresse, préserver les ressources naturelles et œuvrer en faveur de la paix, de la démocratie et du respect des droits de l'homme : telle est notre mission. Par cet engagement, nous contribuons tous les jours, au nom de la Suisse, à promouvoir un environnement international stable, à assurer un développement durable et à créer des perspectives économiques, **ce qui favorise aussi la prospérité et la sécurité de notre pays.**

Le message actuel sur la coopération internationale (CI) de la Suisse pour la période 2017–2020 fixe, avec les objectifs d'efficacité, un certain nombre de priorités. Le Conseil fédéral a été chargé par le Parlement de rendre compte, à mi-parcours de cette période, de la réalisation des objectifs définis et de l'efficacité des mesures prises. Dans le présent rapport, nous présentons un bilan intermédiaire de l'action menée en lien avec ces objectifs d'efficacité. Dans trois domaines, la mission de la CI de la Suisse a été précisée par des arrêtés fédéraux parlementaires et par une motion de la Commission de politique extérieure du Conseil des États. Nous expliquons la manière dont ces points ont été pris en compte ci-après.

Le rapport intermédiaire doit être établi sur la base d'évaluations externes et de méthodes de mesure reconnues : la mesure d'efficacité fait partie intégrante de notre système de pilotage des programmes et projets, son but étant aussi de promouvoir l'apprentissage institutionnel, y compris dans les cas d'échecs. Dans un rapport sur l'efficacité fondé sur des bases scientifiques et consacré au secteur de l'emploi, des experts externes ont évalué un vaste éventail de projets de la DDC et du SECO en 2017 (voir page 19)¹. En de nombreux endroits, le présent rapport intermédiaire fait état des conclusions de rapports sur l'efficacité et des constats issus d'évaluations externes indépendantes. Il s'attache également à présenter l'approche ouverte

et constructive de la CI face aux résultats qui ne sont pas satisfaisants. Avec des indicateurs représentatifs, fondés sur les résultats de 2016 et 2017, il rend compte des progrès accomplis dans les différents domaines d'intervention. Des exemples de projets concrets illustrent les succès enregistrés et les défis relevés en montrant comment la DDC, le SECO et la DSH les abordent.

Lorsque cela est dans l'intérêt de la Suisse, la CI et la politique migratoire doivent être associées pour traiter les causes des conflits et des migrations : selon les estimations, il y a aujourd'hui 258 millions de migrants de par le monde, ce qui représente 3,4 % de sa population totale². Dans les pays partenaires, la Suisse s'attaque aux facteurs qui sont à l'origine des conflits et des migrations en s'employant à améliorer les conditions de vie des populations défavorisées et à renforcer la bonne gouvernance. Elle contribue à la recherche de solutions pacifiques aux conflits armés en encourageant le dialogue entre toutes les parties concernées. La Suisse aide aussi les populations migrantes à transférer les fonds et les savoirs acquis à l'étranger en toute régularité et sécurité vers leur pays d'origine, car ces ressources constituent aujourd'hui un puissant moteur de développement. Elle se donne également pour priorités de protéger les personnes en fuite, de soulager la détresse des populations déplacées et d'améliorer leurs perspectives d'avenir sur leur lieu d'accueil. Vu la diversité des facteurs à l'origine des mouvements migratoires, il est souvent difficile de faire état des effets quantifiables de la CI dans ce domaine. Ces différents facteurs se reflètent dans nos objectifs d'efficacité. Les résultats présentés dans ce rapport intermédiaire attestent des efforts soutenus qui sont déployés conjointement pour s'attaquer aux causes des conflits et des migrations. Par ailleurs, des démarches sont entreprises pour promouvoir la conclusion d'accords et de partenariats, conformément à l'arrêté fédéral, ce qui a par exemple

abouti à la mise en place du nouveau partenariat migratoire avec le Sri Lanka en 2018.

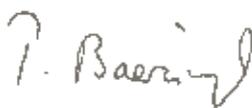
La thématique de la montagne doit être l'une des priorités de la CI : pays de montagnes par excellence, la Suisse a pu engranger une somme d'expériences et acquérir un précieux savoir-faire en la matière, que ce soit dans la lutte contre les effets du changement climatique ou la gestion des catastrophes naturelles, mais aussi quand il s'agit de renforcer la sécurité alimentaire et de développer les sources potentielles de revenus. Ces compétences nous confèrent la crédibilité nécessaire pour agir sur le front de l'amélioration des conditions de vie dans les régions de montagne des pays partenaires ainsi qu'au niveau des instances internationales. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a décidé de faire du changement climatique en montagne l'un des principaux axes d'étude de son prochain rapport. Cela représente un succès pour nous.

La CI met à profit l'expertise de la Suisse et sa capacité d'innovation. Nous travaillons en étroit partenariat avec les pays et régions prioritaires, les organisations multilatérales, le secteur privé et les organisations non gouvernementales. En collaboration avec les acteurs intéressés, nous apportons un soutien aux évolutions et aux réformes qui s'imposent dans les pays partenaires. La CI renforce aussi la position et la visibilité de la Suisse dans le monde.

Ensemble, nous poursuivons la mise en œuvre du message 2017–2020 et nous tenons le cap. Ce rapport intermédiaire montre que la combinaison judicieuse des savoir-faire et des instruments des trois services fédéraux impliqués permet d'apporter une aide efficace aux populations des pays partenaires de la Suisse et de promouvoir ainsi l'avènement d'un monde en paix, libéré de la pauvreté et résolument engagé sur la voie du développement durable.



Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch,
secrétaire d'État et directrice du SECO



Pascale Baeriswyl,
secrétaire d'État au DFAE



Manuel Sager,
ambassadeur et directeur de la DDC

1 Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'emploi 2005–2014, 2017.
2 ONU, International Migration Report 2017, 2017.

Sommaire

Éditorial : la coopération internationale au service des intérêts de la Suisse	3
Des réponses aux défis globaux	5
Utilisation des crédits-cadres	6
Les axes forts de l'action de la DDC	7
Pour une mondialisation propice au développement – Objectif d'efficacité 1	8
Prévention et gestion des conséquences des crises et de la fragilité – Objectif d'efficacité 2	9
Un meilleur accès aux services de base – Objectif d'efficacité 3	10
Création d'emplois et amélioration des revenus – Objectif d'efficacité 4	11
Démarche conjointe de promotion de la bonne gouvernance – Objectif d'efficacité 5	12
Un engagement international fort en faveur des droits de l'homme – Objectif d'efficacité 6	13
Pas de développement durable sans égalité – Objectif d'efficacité 7	14
Participation politique et économie de marché en Europe de l'Est – Objectif d'efficacité 8	15
Défis humanitaires : des réponses globales – Objectif d'efficacité 9	16
Sauver des vies et apaiser les souffrances dans les situations de crise – Objectif d'efficacité 10	17
Gestion axée sur les résultats et valeurs cibles concernant la mise en œuvre du message	18
La DDC et le SECO créent des emplois : étude sur l'efficacité	19
Le SECO encourage une croissance économique durable et inclusive	20
Des conditions cadres et des services publics au service de la croissance – Objectif d'efficacité 1	21
Amélioration des perspectives d'avenir grâce à de bons emplois – Objectif d'efficacité 2	22
Un commerce et une compétitivité renforcés – Objectif d'efficacité 3	23
Promouvoir une économie respectueuse du climat – Objectif d'efficacité 4	24
Coopération étroite avec les banques multilatérales de développement	25
Engagement commun en Afrique du Nord et au Moyen-Orient	26
Paix et stabilité : la DSH fait œuvre de pionnier	27
Mieux vaut prévenir que guérir – Objectif d'efficacité 3	28
Rendre la paix possible et la préserver – Objectif d'efficacité 1	29
Les personnes en situation de guerre et de fuite ont besoin d'être protégées – Objectifs d'efficacité 2 et 4	30

Des réponses aux défis globaux

Ces dernières années, **les progrès réalisés dans le monde en matière de qualité de vie générale** ont été plus spectaculaires que jamais. Alors que près de 50 % des habitants des pays en développement vivaient avec moins de 1,25 dollar US par jour en 1990, ils n'étaient plus que 14 % en 2015. Au cours de cette même période, le taux de scolarisation a atteint 91 % et la mortalité infantile a diminué de moitié. La CI de la Suisse a contribué à ces avancées internationales, comme en témoignent les indicateurs de mesure d'efficacité des programmes de la DDC et du SECO, ainsi qu'un grand nombre d'évaluations indépendantes et de rapports sur l'efficacité établis ces dernières années.

Toutefois, il reste encore d'énormes défis, que les différents États ne pourront relever à eux seuls, qu'il s'agisse des effets du changement climatique ou des crises persistantes, sans oublier l'extrême pauvreté³, qui touche encore près de 700 millions de personnes dans le monde. C'est pourquoi il est important que la communauté internationale adhère à une démarche de développement durable intégrant les dimensions économique, sociale et environnementale.

Avec l'**Agenda 2030 de développement durable**, la communauté internationale a pour la première fois fixé un cadre d'action, qui s'articule autour de 17 objectifs que tous les États se sont engagés à atteindre. L'Agenda 2030 trace la voie vers un monde durable, en harmonie avec la nature et source de prospérité, de paix et de partage. Après s'être fortement impliquée dans la préparation et la négociation de ce programme, la Suisse participe activement à sa mise en œuvre, tant au plan national qu'international.

La montée des forces antidémocratiques et l'intensification des crises humanitaires posent des défis à la Suisse et à sa CI. L'ordre international, qui s'appuie sur la coopération multilatérale pour notamment promouvoir le respect du droit international et des droits humains, est remis en cause. Les conflits armés, la faiblesse des institutions étatiques et le manque de perspectives **dans les contextes fragiles** constituent toujours des obstacles majeurs au développement. C'est pourquoi la Suisse a renforcé son engagement dans les contextes fragiles. Elle se mobilise pour contribuer à assurer la protection des populations en fuite et à promouvoir la paix.

Pour faire face à ces défis globaux, la CI de la Suisse mise non seulement sur l'application ciblée et coordonnée des divers instruments de la DDC, de la DSH et du SECO, mais aussi sur l'établissement de nouveaux partenariats, par exemple pour agir au niveau des causes des migrations. En collaboration avec des acteurs du secteur privé, la Suisse se mobilise pour générer de nouveaux emplois et pour orienter la formation et le perfectionnement professionnels sur les besoins du marché du travail. La promotion du secteur privé dans les pays partenaires passe par des mesures d'amélioration du climat d'affaires mais aussi par des investissements dans les infrastructures et par le développement des compétences professionnelles les plus demandées. Il s'agit ainsi d'améliorer les perspectives économiques à long terme, ce dont profitent à la fois les habitants et les entreprises des pays concernés. Seule une collaboration avec le secteur privé permettra de relever les défis globaux. Pour réaliser l'Agenda 2030, il faut augmenter les investissements dans le développement et obtenir ainsi un effet de levier, ce pour quoi il est indispensable de mobiliser des moyens financiers supplémentaires et de mettre en œuvre des produits innovants.

Le DFAE, le DEFR et le DFJP collaborent étroitement pour mettre en œuvre **le lien stratégique** entre la coopération internationale et la politique migratoire, conformément au mandat assigné par le Parlement. Lors de l'élaboration de nouvelles stratégies régionales et nationales pour la Corne de l'Afrique, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, le Soudan, le Népal et le Bangladesh, le travail sur les causes des conflits et des mouvements migratoires a été explicitement priorisé.

Partenaires importants de la CI de la Suisse, **les organisations non gouvernementales (ONG) helvétiques** apportent une contribution essentielle à la réalisation des cinq objectifs de la politique extérieure de la Suisse et à la mise en œuvre du message sur la coopération internationale. Elles disposent d'un fort ancrage au sein de la population suisse tout en s'appuyant sur un vaste réseau international. Menant une action qui associe l'aide humanitaire d'urgence et la coopération au développement, elles jouent aussi un rôle de sensibilisation de l'opinion publique suisse quant au lien étroit qui existe entre les enjeux de politique intérieure et extérieure. Par ailleurs, elles encouragent l'innovation et ont développé un solide savoir-faire dans des domaines qui sont prioritaires pour la CI de la Suisse. Une évaluation externe indépendante conduite en 2017 confirme l'importance du travail accompli par les ONG à l'appui de la réalisation des objectifs énoncés dans le message⁴. Elle met également en évidence le fait que le mode de structuration individuel des partenariats pratiqué jusque-là ne correspond plus au nouvel environnement. Une nouvelle politique d'engagement aux côtés des ONG suisses sera élaborée d'ici le début de l'année 2019.

3 La Banque mondiale réactualise périodiquement la définition de l'extrême pauvreté pour refléter les évolutions du coût de la vie. En octobre 2015, elle a relevé le seuil de pauvreté de 1,25 à 1,90 dollar US par jour et l'a ainsi adapté au nouveau pouvoir d'achat. La valeur réelle des biens et services qu'il était possible d'acquérir aux États-Unis pour 1,90 dollar US en 2011 correspond exactement à celle des biens et services achetés avec 1,25 dollar US en 2005.

4 Independent Evaluation of SDC Partnerships with Swiss NGOs, 2017.

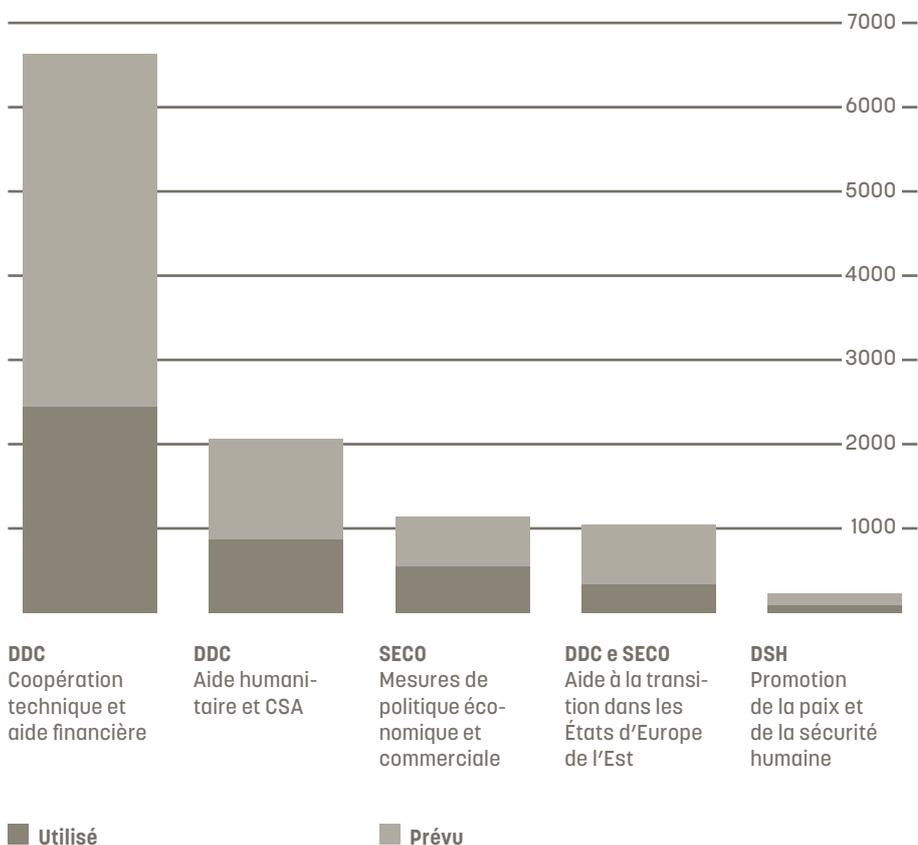
Utilisation des crédits-cadres

Avec le message sur la coopération internationale 2017–2020, le Conseil fédéral a présenté cinq crédits-cadres, avec les responsabilités institutionnelles correspondantes : (1) coopération technique et aide financière en faveur des pays

en développement (coopération technique : DDC ; coopération multilatérale : DDC/SECO) ; (2) Aide humanitaire et Corps suisse d'aide humanitaire (CSA)(DDC) ; (3) mesures de politique économique et commerciale dans le cadre de la

coopération au développement (SECO) ; (4) aide à la transition dans les États d'Europe de l'Est (DDC/SECO) ; et (5) mesures de promotion de la paix et de la sécurité humaine (DSH).

En millions de francs (état au 30.6.2018)



Ce diagramme fournit pour chaque crédit-cadre un récapitulatif des **moyens utilisés** pour satisfaire des demandes approuvées ainsi que des **ressources qu'il est encore prévu d'allouer**. Il met en évidence la **rigueur, la souplesse et l'efficacité économique** qui président à la mise en œuvre du message :

- Les programmes et projets planifiés sont **préparés et contrôlés avec le plus grand soin** : ainsi, au cours de la seconde période de mise en œuvre, le montant des ressources allouées va augmenter.

- L'Aide humanitaire et la DSH réagissent **au plus vite et s'adaptent à chaque situation** car les crises et les conflits ne sont pas prévisibles, raison pour laquelle la majeure partie des ressources relevant de ces deux crédits-cadres ne peut pas être engagée à l'avance mais doit être disponible pour une intervention rapide.

- **Efficacité et efficacité économique** sont les deux critères régissant l'allocation des ressources et la planification des nouvelles activités de la CI de la Suisse.

L'état actuel de mise en œuvre correspond aux valeurs empiriques relevées pour les messages précédents. La mise en œuvre des crédits-cadres actuels suit son cours.

Les axes forts de l'action de la DDC

Dans le cadre du message sur la coopération internationale 2017–2020, le Conseil fédéral a fixé cinq priorités spécifiques en ce qui concerne le travail de la DDC. **Tout d'abord, il s'agit de renforcer le soutien aux populations en situation de détresse.** Depuis le début de l'année 2017, la DDC a pu prodiguer une aide à la survie à 5,3 millions de personnes vivant dans des conditions précaires. Pour pouvoir intervenir auprès des populations en détresse, il faut disposer d'un réseau d'aide humanitaire performant. C'est pourquoi la DDC soutient les organisations partenaires dans leurs démarches de réforme tout en veillant à ce que l'aide humanitaire soit à la fois efficace et conforme aux principes qui la régissent. La Suisse fait ainsi valoir sa longue tradition humanitaire. L'impact significatif de son engagement sur ce front est illustré aux pages 16 et 17.

La pauvreté, les violations des droits de l'homme, les discriminations et la faiblesse ou la corruption des institutions étatiques sont autant de facteurs qui créent un terrain propice aux tensions sociales, à l'instabilité économique, à l'extrémisme violent et aux conflits armés. **La deuxième priorité de la DDC est donc d'intensifier son action dans les contextes fragiles.** Dans cette optique, la moitié des ressources affectées à la coopération bilatérale au développement est consacrée à la réduction des causes des conflits et de la fragilité, notamment au Proche-Orient et en Afrique subsaharienne. Dans les États ou les régions fragiles qui sont moins en capacité de sortir de la pauvreté et de l'instabilité par leurs propres moyens, l'engagement de la DDC revêt une importance toute particulière. Bien que les activités conduites véhiculent des risques pour le personnel déployé et pour la réussite durable des programmes et projets, cet axe d'intervention prioritaire sert aussi les intérêts de la Suisse. Les pages 9, 12 et 13 de ce rapport fournissent davantage d'informations sur ce sujet.

En troisième lieu, la coopération suisse au développement met l'accent sur **la réduction de la pauvreté et des inégalités.** Dans la lutte contre la pauvreté, l'éducation de base et la formation professionnelle jouent un rôle capital. Forte de ce constat, la Suisse a nettement renforcé son engagement en faveur de l'éducation de base dans les régions en crise depuis début 2017. Sont notamment concernés la Jordanie et le Liban, des pays qui subissent de plein fouet les effets de l'instabilité régionale, avec un risque de perspectives scolaires menacées et de générations sacrifiées (voir page 17). La DDC a également étendu la portée de son intervention sur le front de la formation professionnelle et déploie des projets correspondants dans plus de 80 % des pays prioritaires. L'un des principaux objectifs de la nouvelle stratégie de la DDC pour l'éducation, lancée en 2017, est de renforcer la complémentarité entre éducation de base et formation professionnelle.

Au titre de **sa quatrième priorité,** et aux côtés du SECO et de l'OFEV, la DDC continue de se mobiliser pour **lutter contre le changement climatique et d'autres risques globaux.** Dans son rapport établi en réponse au postulat correspondant (15.3798) de la Commission de politique extérieure du Conseil national concernant le financement international dans le domaine du climat, le Conseil fédéral s'est prononcé en faveur d'une contribution de la Suisse à un tel financement à hauteur de 450 à 600 millions de francs par an à partir de 2020. Cette contribution doit être assurée sur la base des fonds publics disponibles et par le biais d'une mobilisation accrue des ressources du secteur privé. Pour inciter le secteur privé à investir davantage dans des domaines associant climat et développement dans les pays en développement, la Suisse privilégie les modèles de partenariat innovants avec des entreprises qui opèrent à l'échelon local et international.

Véritable locomotive de la croissance économique, le secteur privé joue un rôle clé dans les pays en développement et en transition. Au cours des deux dernières années, la DDC a pris de nombreuses initiatives pour répondre à **la cinquième priorité** : miser encore plus fortement sur **le secteur privé comme catalyseur du développement durable.** La DDC entend collaborer de la même manière avec des entreprises locales des pays en développement et avec des multinationales car il s'agit d'obtenir un effet de levier maximal pour les investissements publics afin qu'ils aient le plus d'impact possible sur le développement. En outre, depuis début 2017, les projets entrepris en partenariat avec le secteur

privé qui ne correspondaient pas aux dispositions convenues ont été remaniés en conséquence, ou clôturés d'un commun accord. La page 11 fournit un aperçu de l'approche adoptée par la DDC dans son partenariat avec le secteur privé.

Chaque année, la DDC s'attache à faire évaluer l'efficacité d'une centaine de programmes et projets en ayant recours à des experts externes (voir page 18). Dans le présent rapport, plusieurs chapitres renvoient aux principales évaluations institutionnelles et thématiques des années 2017 et 2018, auxquelles s'ajoutent les analyses du processus de mise en œuvre des stratégies de coopération en Afghanistan, au Moyen-Orient, en Moldavie, en Mongolie et à Haïti. Tous les rapports d'évaluation établis en externe par des organismes indépendants ainsi que les prises de position de la direction peuvent être consultés sur le site Internet de la DDC, à la rubrique *Résultats et impact*.

Pour une mondialisation propice au développement

Aucun pays n'est en mesure d'apporter à lui seul une réponse à tous les défis, actuels et futurs. Les stratégies nationales et internationales visant à promouvoir une mondialisation propice au développement ne peuvent être déployées que dans le cadre d'une démarche commune. La Suisse profitant tout particulièrement de la mondialisation, elle a aussi un grand intérêt à contribuer à la résolution commune des problèmes globaux.

La DDC participe activement au dialogue international et aux stratégies de mise en œuvre dans les pays partenaires de la Suisse, en ayant pour fil conducteur les objectifs fixés dans l'Agenda 2030 pour l'ensemble de la communauté internationale. Dans le domaine de la santé, par exemple, l'Organisation des Nations Unies (ONU) est la seule organisation multilatérale à détenir un mandat explicite concernant la lutte contre les problèmes de santé mondiaux, tels que le virus Ebola ou le VIH/Sida. Membre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'ONUSIDA, la Suisse contribue à la définition des règles et des normes internationales relatives à la prévention et au traitement des cas d'Ebola et de VIH/Sida, lesquelles s'appliquent aussi en Suisse.

Une approche globale pour des défis planétaires

Les changements climatiques, les crises alimentaires et les problèmes d'approvisionnement en eau ainsi que les risques sanitaires et les mouvements migratoires pèsent de plus en plus sur les perspectives de développement à l'échelle mondiale. Les climatologues prévoient que, dès le milieu de ce siècle, nous irons au-devant d'un véritable désastre climatique si nous ne parvenons pas à rompre notre dépendance à l'égard des sources d'énergie fossiles. Face à de tels enjeux planétaires, les formes de coopération traditionnelles s'avèrent insuffisantes. C'est pourquoi la DDC adopte une approche globale, qui vise à apporter des solutions concrètes au plan local tout en participant au dialogue international, afin de relever ces défis avec succès.

La DDC met à profit les connaissances ciblées des experts suisses ainsi que l'expérience acquise au fil des projets pour enrichir ce dialogue global. En parallèle, elle entretient des échanges avec les institutions multilatérales. À l'échelle internationale, la DDC s'associe à ses partenaires pour élaborer des réglementations et des conventions mondiales portant sur cinq thématiques prioritaires : changement climatique et environnement ; agriculture et sécurité alimentaire ; santé ; migration et développement ; gestion de l'eau. Elle est ainsi en mesure de coordonner le travail politique de niveau national et régional avec les processus internationaux. La DDC contribue pour une large part à rapprocher les représentants des milieux politique, administratif, économique et scientifique ainsi que de la société civile. Les partenariats ainsi constitués permettent d'optimiser son action et de développer des solutions durables.

Au Nigéria, premier système d'assurance sociale institué grâce aux fonds restitués

Dans le cadre d'un partenariat avec le Nigéria, et en collaboration avec la Banque mondiale, les fonds détenus sur des comptes suisses par l'ex-dictateur nigérian Sani Abacha ont pu être restitués à la population de son pays. En décembre 2017, un accord historique a été signé pour fixer les modalités de ce rapatriement de fonds, portant sur un montant de 321 millions de francs. Cette somme a été affectée à la mise en œuvre d'un projet destiné à établir le premier système national d'assurance sociale au Nigéria, afin qu'elle puisse bénéficier directement aux membres les plus démunis de la société nigériane. Basé sur la transparence et sur l'obligation de rendre des comptes, l'accord prévoit l'implication de la société civile dans le processus de surveillance. Il illustre bien la façon dont la Suisse a su faire évoluer ses principes en matière de restitution des avoirs d'origine illicite.

Efficacité énergétique dans la construction en Inde

Près de 40 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont générées par le secteur du bâtiment. Avec son économie florissante, qui l'amène à engager de nombreux projets d'aménagement d'agglomérations nouvelles, l'Inde a décidé de relever le défi en élaborant de nouvelles réglementations pour cette branche. Par le passé, aucune norme ne régissait la construction de bâtiments d'habitation dans le pays, mais, depuis plusieurs années, un projet consacré à l'efficacité énergétique dans la construction y est mis en œuvre dans le cadre d'une collaboration fructueuse avec la DDC. Comme un très grand nombre de bâtiments doivent être édifiés en Inde dans les 30 prochaines années, il sera possible de réduire substantiellement les besoins en énergie grâce à la mise en place d'un code de construction conçu pour promouvoir les économies en la matière dans tous les immeubles de logements neufs. Ce projet est la preuve que l'instauration de relations suivies et d'un climat de confiance permet à la DDC de promouvoir des réformes de grande ampleur dans les pays partenaires.

Contribution à l'élaboration de politiques et normes internationales :

Changement climatique : 5
Sécurité alimentaire : 11
Santé : 19
Migrations : 7
Gestion de l'eau : 13

Défis

Les pays industrialisés ont pris l'engagement conjoint de dégager un montant total de 100 milliards de dollars US par an en fonds publics et privés pour des mesures climatiques dans les pays en développement à l'horizon 2020. Le Conseil fédéral estime que le versement à partir de cette date d'un montant d'environ 450 à 600 millions de francs par an constituerait une contribution équitable de la Suisse. La mobilisation de fonds privés pour le financement de l'action climatique par le biais d'investissements publics constitue un réel défi, en particulier dans les pays en développement les plus pauvres. Dans le cadre de l'élaboration du prochain message de la CI, des mesures supplémentaires visant à impliquer davantage le secteur privé sont à l'examen.

Prévention et gestion des conséquences des crises et de la fragilité

Faisant des milliers de victimes chaque année, les conflits peuvent aussi anéantir en peu de temps le développement que des sociétés ont mis des décennies à accomplir. De plus, dans le contexte de la mondialisation, les conflits ont toujours un impact sur la Suisse, que ce soit en créant un climat peu propice aux investissements ou en provoquant des mouvements migratoires. La DDC contribue à éradiquer les causes de la fragilité et des crises mais aussi à atténuer leurs effets négatifs.

Dans les contextes fragiles, il est tout particulièrement important de miser sur la complémentarité des différents instruments de la CI. Cette synergie ne passe pas seulement par une étroite association de l'action humanitaire et des programmes de développement dans nombre de stratégies nationales mais aussi, si possible, par une élaboration et une mise en œuvre concertées des stratégies de coopération de la DDC, de la DSH, du SECO et du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) (voir page 26).

Prévention des conflits

Les facteurs de déclenchement des conflits sont multiples. Ainsi, l'exclusion politique et sociale, les traumatismes liés à des atrocités passées, les situations de crise persistantes ou encore les violations des droits de l'homme peuvent provoquer des explosions de violence. Avec ses programmes, la DDC favorise la mise en place de relations de confiance entre les partenaires et la restauration de la crédibilité de l'État de droit et des autorités. Les activités qu'elle déploie dans ce sens dans divers pays, et notamment en Ukraine et en Syrie, renforcent la capacité de résistance des populations et permettent de prévenir l'émergence d'autres conflits ou flambées de violence.

Processus de réconciliation durable

Au Mali et au Tchad, la DDC s'emploie à promouvoir une pacification aussi vaste que possible et à réduire les tensions entre les parties au conflit. En aidant ces dernières à faire preuve de compréhension mutuelle, elle soutient le processus de réconciliation. Au Cambodge, pour atténuer la souffrance causée par les atrocités passées, la DDC fournit une assistance psychosociale aux victimes et à leurs proches.

Traitement des causes de la fragilité

La DDC participe aux débats consacrés aux droits de l'homme et aux processus d'établissement de règles et de normes les régissant, avec des mécanismes de protection correspondants (voir page 13). Elle sensibilise les institutions étatiques à leur obligation de rendre des comptes, leur dispense des conseils pour l'élaboration de projets de loi et les aide à assurer la protection des groupes de population défavorisés. En contribuant à l'élimination de la discrimination et de l'exclusion dans les régions en situation de fragilité ou de conflit,

elle accompagne l'évolution des sociétés sur la voie du rétablissement de la paix et de l'équité.

L'approche adoptée pour résoudre les problèmes d'insécurité se fonde sur l'Agenda 2030 et sur les objectifs de la DDC en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'État.

Prévention de la violence et réforme du secteur de la sécurité

En Afghanistan, la DDC se mobilise pour renforcer la sécurité de plus de 700 000 personnes dans 120 communes en soutenant des projets conçus à cet effet, notamment des initiatives visant à prévenir le harcèlement des étudiantes ou à inciter la police civile à rendre davantage compte de ses actes. En Tunisie, elle apporte son appui à la stratégie locale de prévention de l'extrémisme violent en conseillant le gouvernement sur ses politiques publiques dans les domaines de la formation, de la santé, de l'économie et de la participation politique des jeunes. Il s'agit ainsi de s'attaquer aux éventuels facteurs d'exclusion et de discrimination en intervenant au niveau de l'État. Une action est également menée pour sensibiliser les forces de sécurité à la nécessité de respecter les principes démocratiques et constitutionnels dans leur travail.

Réduction des conflits liés à l'eau

Les conflits autour de l'accès à l'eau aggravent les situations de fragilité, tant sur un même territoire national qu'entre les États. En Amérique centrale ainsi que dans les régions de montagne de la Bolivie et du Tadjikistan, la DDC agit pour désamorcer les conflits liés à l'eau. Forte de son savoir-faire, elle fournit une aide à l'élaboration de lois et de politiques relatives à l'eau tout en œuvrant à l'instauration de mécanismes de règlement pacifique des différends. Ainsi, en Bolivie, 32 lois et directives ont été adoptées par les commissions compétentes.

Près de

9500 personnes

au Nicaragua et plus de

65 000

au Tadjikistan ont pu obtenir un accès direct à l'eau

Défis

En dépit des grandes difficultés rencontrées pour déployer les projets ainsi que d'une moindre prévisibilité des ressources disponibles, **la DDC intensifie son action dans les pays fragiles.**

En Afrique australe et orientale, la DDC soutient les initiatives menées par les citoyens pour obtenir un droit de participation aux processus publics de planification et de budgétisation, un moyen d'amener les autorités locales à mieux s'acquitter de leur devoir d'information de la population sur l'usage des fonds. Si cette démarche a été porteuse d'améliorations dans le domaine des services publics, elle atteint ses limites lorsqu'elle touche à des domaines sensibles, comme la lutte contre la corruption. Quand les pratiques de corruption, de népotisme et d'abus de pouvoir à des fins d'enrichissement personnel sont profondément enracinées, il faut prendre des mesures complémentaires. Pour trouver des réponses à ces défis, la DDC tend de plus en plus à promouvoir des alliances avec le secteur privé, ainsi qu'une action concertée avec d'autres donateurs, car cela est aujourd'hui une nécessité.

Un meilleur accès aux services de base

L'accès aux services de base au plan local a aussi une importance au plan mondial, en particulier dans les domaines de la santé et de la formation. Dans notre société globalisée, les maladies contagieuses comme l'Ebola ont tôt fait de se propager d'un continent à l'autre. Dès lors que les systèmes de santé nationaux sont efficaces, ils peuvent fortement contribuer à prévenir les risques de propagation planétaire. Par ailleurs, pour permettre aux jeunes de se forger de bonnes perspectives d'avenir, il faut leur offrir des possibilités de formation appropriées.

Dans les pays partenaires, la DDC se mobilise pour promouvoir l'accès des populations, notamment défavorisées, à des services de base de qualité dans des domaines essentiels : santé, approvisionnement en eau, assainissement, alimentation, éducation et formation ainsi que gestion durable des ressources naturelles, entre autres.

Réseaux d'eaux usées et hygiène

En Afrique, en Asie et en Amérique latine, la DDC œuvre à la généralisation des installations sanitaires et à l'amélioration des conditions d'hygiène, tant en milieu rural que dans les zones urbaines. Elle a ainsi permis à près de trois millions de personnes, dont la moitié sont des femmes, d'avoir accès à des toilettes et à d'autres équipements sanitaires. Son but est aussi de sensibiliser les populations à l'importance de l'hygiène. En Bolivie, un projet mené avec une municipalité en vue d'assurer la gestion des déchets et l'épuration des eaux usées dans le respect de l'environnement a été stoppé au bout de trois ans. Les paysans installés dans le proche environnement se sont en effet opposés à ce projet pour pouvoir utiliser à des fins agricoles les terrains qui lui avaient été affectés. Après la tenue d'élections locales et un changement consécutif des rapports de force politiques, le projet a également perdu le soutien des autorités municipales. Cet exemple met en évidence la nécessité de concevoir ce type d'initiative en tenant compte des besoins de la population. En l'absence d'une campagne concomitante de communication et de sensibilisation des habitants, un projet a peu de chances d'aboutir. Sous-estimant l'importance de ce paramètre, la DDC et ses partenaires ont accordé trop peu d'attention à la préparation et à la conduite du dialogue politique local. Tirant les enseignements de cette expérience, la DDC a depuis nettement amélioré son mode de gestion des risques.

Budgets affectés à la santé publique

Malgré un renforcement des systèmes de santé, le taux de mortalité des jeunes femmes, des mères et des enfants reste très élevé dans beaucoup de pays partenaires. Par ailleurs, les maladies non transmissibles, dont le diabète et les maladies cardiovasculaires, sont à l'origine de 70 % des cas de décès dans le monde⁵. C'est

pourquoi la DDC aide les États d'Afrique à respecter les engagements pris dans le cadre de la Déclaration d'Abuja de 2001, qui stipule notamment que 15 % des fonds affectés aux budgets nationaux doivent être consacrés à l'amélioration et à la consolidation des systèmes de santé sur le continent africain.

Accès à la nourriture

Avec l'appui de la DDC, 325 000 familles de paysans de pays partenaires ont pu bénéficier d'un meilleur accès aux denrées alimentaires grâce à l'obtention de titres fonciers pour les terrains acquis. La vente de produits agricoles sur les marchés locaux leur fournit un précieux moyen de subsistance. Au Myanmar, la Suisse a encouragé l'adoption d'une politique nationale d'utilisation du sol qui prévoit une meilleure réglementation de l'accès aux terres en faveur des groupes de population démunis et défavorisés.

Miser sur l'éducation de base et la formation professionnelle pour ouvrir des horizons et promouvoir la paix

L'éducation est une base essentielle à la gestion des conflits et au maintien de la stabilité dans les contextes fragiles. En raison d'un conflit et d'un climat d'insécurité dans la région de Mopti, au centre du Mali, près de 280 écoles y ont été fermées en 2017. Sous la menace de groupes radicaux, les membres du corps enseignant et des administrations scolaires se sont enfuis. Les enfants n'ont pas pu aller en classe pendant des mois, courant ainsi le risque de ne pouvoir mener à bien leur scolarité. En organisant des programmes de formation « accélérés », la DDC a permis à 10 000 enfants de la région de rattraper les heures de cours perdues. Elle a ainsi contribué à promouvoir la cohésion sociale et à créer des perspectives d'avenir.

Au Bangladesh, plus d'un million de jeunes, dont 62 % de filles, ont pu suivre une formation professionnelle et améliorer ainsi leurs revenus de 70 francs par mois en moyenne, sachant que leur salaire mensuel standard se situe entre 60 et 300 francs. La qualification professionnelle facilite leur intégration sociale et économique.

8 millions

de personnes ont bénéficié de l'aide de la Suisse en faveur d'un meilleur accès à l'eau potable salubre et à des systèmes efficaces d'irrigation des terres agricoles.

9 millions

de personnes, dont plus de 50 % de femmes, ont participé à des programmes d'éducation de base et de formation professionnelle auxquels la Suisse a apporté son soutien.

3 millions

de femmes et d'enfants d'Afrique ont pu profiter d'une prise en charge vitale à la naissance grâce à la présence d'un personnel soignant dûment formé avec l'aide de la Suisse.

Défis

Dans beaucoup de pays, l'accès à l'éducation de base et à la formation professionnelle reste un défi majeur. C'est pourquoi la DDC n'a de cesse de renforcer son engagement en la matière en suivant sa stratégie de 2017 pour l'éducation et en tenant compte des moyens financiers disponibles.

Aujourd'hui encore, les maladies infectieuses comme le VIH/Sida représentent un énorme fardeau social en Afrique australe, où vivent 39 % des personnes atteintes de ce virus. La DDC entend continuer de se mobiliser pour aider à la conception et à la mise en place de stratégies de prévention bien définies.

5 OMS, Suivi des progrès dans la lutte contre les maladies non transmissibles 2017, 2017.

Création d'emplois et amélioration des revenus

C'est aussi grâce à une étroite collaboration avec le secteur privé, notamment en Suisse, que la DDC peut aider de nombreuses personnes défavorisées dans le monde entier à accéder à des services abordables ainsi qu'au marché du travail. En participant aux processus d'élaboration et de mise en œuvre de politiques publiques et d'initiatives privées en faveur d'un développement économique durable et équitable, la DDC apporte une importante contribution à l'amélioration de l'accès aux services financiers, à la formation professionnelle et aux marchés pour les populations pauvres et défavorisées.

La DDC renforce son engagement aux côtés des acteurs du secteur privé afin d'obtenir l'effet de levier nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Chaque denier public octroyé par la Suisse doit ainsi permettre de multiplier les investissements privés. Le SECO mène une action complémentaire dans le domaine de l'emploi (voir page 22).

Accès aux services financiers

Par services financiers, on entend les comptes d'épargne, les assurances, les opérations de paiement et les crédits. Grâce aux progrès technologiques et aux nouveaux outils numériques, il est possible de déployer des programmes innovants pour offrir des microassurances à davantage de personnes, ce qui permet aux plus pauvres et défavorisées d'entre elles d'être mieux armées pour surmonter des événements imprévisibles, tels que les sécheresses et les maladies.

En Asie, des satellites recueillent des observations sur le rythme de croissance des plants de riz. Ces données servent de base de référence pour le versement des prestations d'assurance aux cultivateurs de riz en cas de sinistre tout en permettant d'anticiper les pénuries d'approvisionnement dans des régions entières. Ce projet est le fruit d'une collaboration entre le secteur privé et les gouvernements locaux. Dans l'État indien de Tamil Nadu, il donne d'excellents résultats mais, dans d'autres pays asiatiques, sa mise en œuvre au niveau des instances gouvernementales progresse plus lentement qu'espéré par la DDC, avec des retards à la clé. Pour y remédier, la Suisse mise sur une intensification du dialogue politique.

La collaboration public-privé engagée au sein de l'association d'utilité publique « Swiss Capacity Building Facility » (SCBF) a déjà donné des résultats concrets pour plus d'un million de personnes. La SCBF assure le cofinancement de conseils et de formations sur mesure pour des établissements financiers de pays en développement ou émergents, tout en soutenant des projets pilotes avec un financement de départ. Dans ce cadre, la DDC travaille avec des entreprises privées et des fondations telles que Syngenta, Swiss Re et ResponsAbility.

Amélioration des marchés locaux

Que ce soit en raison de longues distances à couvrir, d'un manque de connaissances ou d'un système de marché opaque, les populations défavorisées se heurtent à des obstacles pour rechercher un emploi, recourir à l'emprunt ou trouver un débouché pour vendre leurs récoltes. La DDC soutient le développement des systèmes de marché à tous les échelons. Ainsi, en Serbie, son initiative en faveur d'une meilleure répartition des vacances scolaires sur l'année a permis d'accroître le taux de fréquentation dans les régions touristiques et d'y créer plus de 3000 emplois.

De meilleurs revenus grâce à la formation professionnelle

Les projets de formation professionnelle visent à la fois à renforcer les systèmes éducatifs nationaux et à permettre aux bénéficiaires d'acquérir les compétences requises pour un travail plus intéressant et mieux rétribué. Dans ce domaine, la DDC a pour objectif d'accroître les niveaux de revenus annuels de plusieurs centaines de francs. Au Bangladesh et dans les régions montagneuses du Népal, son action s'adresse à plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le rapport sur l'efficacité dans le domaine de l'emploi souligne l'impact positif des projets de formation professionnelle (voir page 19)⁶.

Collaboration avec le secteur privé

La contribution du secteur privé au développement durable va souvent au-delà de l'apport de fonds car c'est aussi tout un savoir-faire qu'il injecte dans les projets et qui est source d'innovation. Au Vietnam, l'intensification de la production de café a entraîné une pénurie d'eau liée à un excès d'irrigation. Dans le cadre d'un projet conjoint, Nestlé et la DDC ont déjà pu aider 24 000 petits producteurs de café à s'engager dans un processus d'utilisation de l'eau plus conforme aux principes du développement durable.

En Amérique latine, ce sont
plus de 33 millions
de personnes qui profitent
des partenariats mis en place
par la DDC.

Défis

Dans le cadre de son action en faveur de la formation professionnelle, la DDC applique le modèle du système dual suisse en collaborant avec le secteur privé et en s'attachant à répondre aux besoins du marché du travail. À ce titre, l'expérience professionnelle concrète est déterminante. Dans beaucoup de pays partenaires, l'implication active du secteur privé reste difficile car elle est mal comprise. De ce fait, la DDC lance des projets visant à mieux adapter la formation professionnelle aux besoins en main-d'œuvre, actuels et futurs.

La DDC intensifie sa collaboration avec le secteur privé, qui atteint une part de 4 % de son portefeuille de projets, la plaçant ainsi dans la bonne moyenne à l'échelle internationale. D'ici la fin 2020, elle entend augmenter cette proportion à 5 % au moins. Les entreprises suisses étant de plus en plus nombreuses à souhaiter s'engager dans des partenariats pour le développement avec la DDC, il faut accorder une attention accrue aux risques de réputation auxquels cela l'expose. Par ailleurs, la DDC s'attache à exploiter l'effet de levier des fonds publics pour mobiliser des ressources privées.

6 Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'emploi 2005–2014, 2017.

Démarche conjointe de promotion de la bonne gouvernance

La bonne gouvernance et le développement économique équitable qui en découle sont des préalables essentiels pour offrir aux populations des perspectives à long terme et un droit de participation au niveau local. Au plan mondial comme dans les pays partenaires, la DDC se mobilise pour promouvoir un mode de gouvernance démocratique et équitable. Elle encourage la participation politique de tous les citoyens, le développement économique et la réduction de la pauvreté.

La démocratie directe est l'une des marques de fabrique de la Suisse dynamique et prospère. Ce savoir-faire helvétique fait référence dans le monde entier, où il est aussi très demandé.

Collaboration avec les pouvoirs publics

Au Bangladesh, la DDC apporte son appui à 30 % des autorités locales dans le cadre de programmes de formation et de conseil. Il s'agit notamment de sensibiliser leur personnel au respect des droits des groupes de population défavorisés, y compris en ce qui concerne les services publics. Aujourd'hui, plus de 80 % des autorités locales qui bénéficient des projets de soutien de la DDC organisent régulièrement des consultations et des réunions de leurs citoyens, tout en encourageant d'autres formes de processus décisionnels participatifs. Près d'un tiers du budget est consacré à des actions en faveur des femmes.

Même dans le contexte du régime autoritaire du Laos, l'implication de plus d'un millier de villageois dans les processus de planification publics donne de bons résultats : 750 000 personnes profitent directement des infrastructures réalisées dans leurs communes, 50 % d'entre elles étant des femmes et 75 % des membres de minorités ethniques. De telles initiatives portent notamment sur l'accès à l'approvisionnement en eau, la mise en place de services médicaux, la construction de routes et l'aménagement d'écoles.

Transferts de fonds aux communes

Avec l'aide de la DDC, plus de 130 collectivités locales dans huit pays ont pris des mesures pour accroître leurs recettes fiscales en toute transparence et financer ainsi les services assurés au niveau communal. L'augmentation de l'assiette fiscale a atteint 33 % en moyenne pour une centaine de communes concernées. Dans des communes d'Amérique latine, la hausse des taux d'investissement s'est traduite par une amélioration significative de la gestion des finances locales. En Bolivie, les communes bénéficiant d'un soutien investissent davantage de moyens financiers dans la santé et l'éducation, et ce grâce au renforcement des prérogatives budgétaires locales, favorisé par un programme de la DDC. Les progrès accomplis en Somalie, dans un contexte difficile, méritent aussi d'être mentionnés : deux États régionaux ont bénéficié de transferts de fonds du gouvernement central en 2016, et quatre en 2017.

Renforcement de la société civile

La DDC apporte son concours à de nombreuses initiatives de la société civile en faveur d'une participation accrue de la population et de la mise en œuvre de projets de développement concrets. Après le changement de régime au Myanmar, des démarches soutenues par la DDC ont permis de consolider plus de 220 organisations de petite taille dans tout le pays. Celles-ci mobilisent désormais un total de 785 000 personnes autour de grands enjeux d'intérêt public, notamment dans les domaines des droits fonciers, de l'environnement et du développement de la paix. Au Bénin, un réseau de 37 radios communales parvient à informer 70 % de la population en 50 langues différentes sur des sujets tels que l'éducation politique et la responsabilité des autorités publiques. De même, au Burkina Faso, des forums, des émissions de radio et des programmes télévisés publics ont permis d'accroître la transparence de la gouvernance locale et de renforcer le contrôle public. Enfin, grâce à des partenariats institutionnels avec des ONG suisses, onze projets de diffusion radiophonique et télévisée ont pu voir le jour dans dix pays, sur trois continents, et atteindre ainsi 66 millions de personnes au total.

Dans 19 pays partenaires

d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, des projets conduits par la DDC ont permis une meilleure information de la population locale sur les affaires publiques, les autorités veillant aussi à la consulter et à recenser ses besoins.

Près de 3,5 millions

de personnes profitent directement de ce changement de pratique.

Défis

Dans divers pays partenaires, la montée de l'autoritarisme représente un défi pour la DDC. Elle y réévalue soigneusement et régulièrement son engagement avec les institutions étatiques, afin d'adapter ses activités en conséquence et d'explorer d'autres possibilités d'assurer une place à la participation citoyenne.

Au Cambodge, la DDC a apporté son appui à une ONG indépendante pour l'établissement du système administratif du Parlement. Fin 2017, le parti au pouvoir a revendiqué tous les sièges de parlementaires et prononcé une décision d'interdiction du parti d'opposition. Dans ce contexte, la DDC a suspendu le projet car son action n'a pas vocation à soutenir des institutions sans légitimité démocratique. Ce programme va maintenant être redéployé en faveur des Parlements d'autres États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Un engagement international fort en faveur des droits de l'homme

La Suisse, en tant qu'État dépositaire des Conventions de Genève, perpétue sa tradition humanitaire et son engagement en faveur des droits de l'homme. La DDC œuvre au respect de ces droits dans les pays partenaires et dans le cadre du dialogue international, car leur violation systématique reste une importante source de conflit et un motif d'exode partout dans le monde. Dans les États concernés, les perspectives personnelles de la population sont fortement compromises, de même que le développement.

L'absence de cadre politique et juridique en matière de droits de l'homme est l'une des principales causes de fragilité des États. Associée à un état de droit défaillant et à une justice inaccessible, elle peut générer des tensions sociales et politiques. En pratique, les normes internationales minimales en matière de droits de l'homme sont très rarement respectées dans les contextes fragiles, ce qui nuit à la capacité de résistance et au développement durable des populations concernées.

Promotion de sociétés plus justes

Les programmes de la DDC soutiennent des initiatives, des politiques et des processus qui visent à préserver et à faire respecter les droits de l'homme. Ils encouragent l'acceptation, sur le plan national, de normes internationales en la matière et établissent des mécanismes de protection en faveur de groupes et d'individus spécifiques. Ce travail implique la création et le soutien d'institutions nationales dédiées aux droits de l'homme de même que le dialogue avec les citoyens pour leur faire connaître leurs droits et les moyens de les faire respecter.

Participation accrue des citoyens

La DDC renforce la participation des citoyens en Amérique latine, en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord, au Proche-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud et du Sud-Est. En Afghanistan, elle soutient au ministère de la justice un processus intégratif d'élaboration de la loi sur la famille auquel sont associés aussi bien des femmes que des hommes. Elle organise aussi des consultations sur les droits de l'homme au niveau régional et national avec la population civile, des chefs religieux, le milieu universitaire et des organisations de défense des droits des femmes. Par ailleurs, elle forme des ONG locales aux questions de suivi et de plaidoyer afin d'améliorer les services publics des communes.

Renforcement des mécanismes de dialogue avec la population

Au Nicaragua et au Honduras, la DDC soutient des initiatives locales afin d'encourager le débat de société sur le respect des droits de l'homme et de l'état de droit. Les thèmes prioritaires sont les droits des femmes, l'accès aux ressources naturelles et à la justice, la liberté d'expression et la transparence des autorités.

En Égypte, la DDC encourage la création de plateformes de dialogue publiques consacrées à la transformation des conflits et au débat politique. De nouveaux partenariats permettent de combler le fossé qui sépare les organisations de la société civile de l'appareil sécuritaire de l'État. Il en résulte des projets visant, par exemple, l'acquisition de capacités de stockage numériques pour les ONG, afin qu'elles puissent archiver en toute sécurité leur documentation concernant les violations des droits de l'homme.

Dans les territoires palestiniens occupés, le respect du droit international et l'obligation de rendre des comptes en cas de violation restent très problématiques. Les pressions exercées sur les défenseurs des droits de l'homme et les menaces explicites prononcées à leur encontre ont atteint un degré de gravité sans précédent. La DDC soutient, avec ses partenaires européens, 20 organisations de défense des droits de l'homme en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, lesquelles offrent une aide juridique, documentent les violations du droit par toutes les parties, font en sorte que l'obligation de rendre des comptes soit mieux respectée et effectuent un travail de sensibilisation dans les territoires palestiniens occupés, et enfin contribuent à l'élaboration des comptes rendus de l'ONU.

Des partenariats institutionnels noués avec des ONG suisses renforcent les droits de l'homme de

850 000

adultes et enfants défavorisés tout en réduisant leur exclusion sociale et les discriminations dont ils sont victimes.

En Tanzanie, un projet multimédia soutenu par la DDC touche chaque semaine, par la radio et les réseaux sociaux,

3,8 millions d'adolescents ;

il aide la jeune génération à mieux comprendre les enjeux d'une bonne gouvernance en lui offrant la possibilité d'assumer ses responsabilités et de s'engager pour l'avenir de son pays.

Défis

Dans un contexte en dégradation constante, la DDC continuera de renforcer les systèmes internationaux de protection des droits de l'homme en s'impliquant dans le dialogue politique et en soutenant les organisations de défense des droits de l'homme de la société civile. Elle contribuera ainsi à la mise en œuvre de la stratégie du DFAE en matière de droits de l'homme, qui garantit la cohérence de la Suisse dans ce domaine.

La DDC invitera, par le dialogue, ses pays partenaires à œuvrer à la réalisation de l'objectif 16 de l'Agenda 2030, qui est de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, à l'échelle nationale et internationale.

Pas de développement durable sans égalité

Pour assurer un développement juste et durable, il est indispensable de promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes. La DDC met l'accent sur le renforcement politique et économique des femmes et sur le respect des droits des femmes et des filles dans les contextes fragiles et les situations de conflit.

L'adoption en 2017 de la première stratégie du DFAE sur l'égalité des genres et les droits des femmes fut un jalon important. L'objectif 5 de l'Agenda 2030 (égalité des sexes) est la pierre angulaire de l'engagement de la DDC dans les trois domaines prioritaires ci-après : violences sexuelles et sexospécifiques, renforcement économique et participation politique des femmes. La DDC encourage les mesures sexospécifiques dans les projets humanitaires et dans les programmes de développement à long terme.

Violences sexospécifiques

Les violences sexospécifiques sont une atteinte aux droits de l'homme des individus concernés, hommes et femmes. Elles sont particulièrement fréquentes dans les contextes fragiles et les situations de conflit. Elles touchent majoritairement des femmes, mais aussi des hommes. La DDC collabore avec des organisations et des autorités locales afin d'apporter une réponse rapide et ciblée aux besoins des victimes, comme le montrent le programme d'aide humanitaire au Myanmar ou le programme de soutien et de prévention des violences sexospécifiques mené depuis des années dans la région des Grands Lacs, en Afrique de l'Est.

Capacités économiques des femmes

Les femmes sont souvent plus pauvres que les hommes et ont moins de chances de décrocher un emploi. C'est la raison pour laquelle les mesures de la DDC visant à encourager l'accès à la terre, à un revenu, à la formation professionnelle et aux services financiers ciblent aussi spécifiquement les femmes. Bon nombre de projets tels que le développement des infrastructures d'approvisionnement en eau en zone rurale ou la mise en place de fours plus économiques et plus écologiques ont contribué à réduire considérablement le temps consacré par les femmes et les filles aux corvées d'eau et de bois.

Participation politique des femmes

La DDC encourage la participation active des femmes et leur représentation dans les organes politiques locaux par des mesures ciblées s'inscrivant dans des programmes de gouvernance et portant aussi sur la gestion des ressources humaines et financières. Les résultats montrent que dans les régions où la DDC et ses partenaires mettent en œuvre des programmes spécifiques, la participation et la représentation politiques des femmes sont supérieures à la moyenne nationale. Au Kirghizistan, les voix des femmes ont plus de poids dans les processus de décision locaux dans la mesure où les besoins sexospécifiques sont reconnus par toutes les parties concernées.

L'égalité des genres à l'épreuve des faits

Un rapport externe et indépendant évalue l'efficacité des projets visant l'égalité des genres réalisés de 2007 à 2016⁷. 83 % des projets examinés ont atteint les objectifs fixés. 73 % d'entre eux ont eu un effet globalement positif sur l'égalité hommes-femmes. Outre les projets spécifiques au genre, la DDC soutient aussi l'égalité comme thème transversal dans tous les autres projets thématiques. Plus de 25 % d'entre eux ont provoqué des changements structurels fondamentaux ou eu un effet positif. Malgré une amélioration constante des résultats depuis 2006, il subsiste un écart entre les activités prévues de la DDC et la prise en compte effective de l'égalité dans tous ses projets pertinents, faute de personnel ayant les connaissances spécifiques nécessaires pour atteindre les objectifs ambitieux fixés en la matière. Les collaborateurs et les organisations partenaires de la DDC sont sensibilisés à ce problème et reçoivent des formations dans ce sens.

2 interventions de la DDC sur 3

ont une composante sexospécifique.

Dans 16 pays, plus de

54 000 personnes

ayant été exposées à des violences physiques, sexuelles ou psychiques bénéficient d'un soutien psychologique, médical et juridique de la part de la DDC et de ses organisations partenaires.

268 000 personnes

bénéficient de mesures de prévention des violences sexuelles et sexospécifiques.

Défis

Le rapport sur l'efficacité dans le domaine de l'égalité des genres exige un recours plus systématique aux analyses dites sexospécifiques. La DDC va optimiser l'utilisation de ces outils pour examiner les inégalités et y sensibiliser davantage ses collaborateurs.

Elle continuera de renforcer l'implication, essentielle, d'hommes et de garçons dans des projets visant l'égalité, comme elle le fait déjà au Tadjikistan, en Bolivie et dans le sud de l'Afrique.

7 Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'égalité des genres 2007 – 2016, 2018.

Participation politique et économie de marché en Europe de l'Est

Dans le cadre de la coopération dans les pays en transition, la Suisse s'engage pour la sécurité et la stabilité en Europe de l'Est et favorise le développement de ses relations économiques avec ces pays. Elle soutient en Europe de l'Est la transition vers la démocratie et l'économie sociale de marché, qui garantissent à tous les groupes de population un accès égal aux processus de décision politiques et aux services quel que soit le sexe des individus.

Plusieurs pays partenaires d'Europe de l'Est font partie du groupe de vote de la Suisse dans de grandes institutions financières internationales telles que le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale et soutiennent par conséquent le positionnement de la Suisse dans ces institutions. La DDC et le SECO mettent en œuvre des activités et des programmes complémentaires. Les activités et les résultats du SECO sont évoqués plus en détail aux pages 21 à 24.

Participation de la population

Au Kosovo, la Suisse soutient des ONG qui militent pour la participation des citoyens. Les organisations et les associations de citoyens exercent une influence grandissante sur l'élaboration des politiques du pays, comme en témoigne le nombre croissant d'organisations de la société civile qui sont invitées à participer à des consultations publiques et à des processus de décision politiques. L'administration locale implique ces organisations et les citoyens dans la mise en œuvre de plans de mesures concernant la mobilité, la gestion des déchets et l'aménagement des espaces publics.

Lutte contre la corruption

La corruption sape les institutions démocratiques et entrave le développement économique. La DDC soutient donc aussi le Kosovo dans ses efforts de lutte contre ce fléau. La plateforme « www.kallxo.com » est l'initiative phare du programme anticorruption. En 2017, elle a enregistré plus d'un millier de signalements de cas de corruption. Pour 200 d'entre eux, les preuves requises ont pu être recueillies en vue de l'ouverture de poursuites pénales.

Économie sociale de marché et croissance économique

Des initiatives de la DDC et du SECO ont déjà permis de créer en Macédoine plus de 1400 emplois dont une part considérable bénéficient à des femmes, à des jeunes et à des travailleurs de zones rurales. Ce chiffre correspond à 7,5 % des créations d'emploi à l'échelle nationale. Une meilleure connexion entre le secteur privé et les programmes de formation professionnelle a permis de couvrir la forte demande d'emplois dans le pays. Par ailleurs, le plus gros exportateur macédonien de produits frais biologiques a vu son accès au marché international facilité, ce qui fait qu'un nombre plus important de producteurs bénéficient de meilleures conditions de vente, d'une hausse de leur chiffre d'affaires et de conseils professionnels.

Alternatives à la migration

En Moldavie, le paysage politique et économique a connu de profonds changements ces dernières années, si bien que l'engagement de la DDC sur le front de la migration est devenu insuffisant. Les causes spécifiques de la migration, en particulier la pénurie d'emplois et l'absence de possibilités de développement pour les entreprises, ont été traitées de manière trop peu concrète. Le programme n'a donc pas atteint l'effet escompté : jusqu'en 2017, les conditions de vie des migrants potentiels se sont à peine améliorées⁸. La nouvelle stratégie de coopération 2018–2021 met davantage l'accent sur le développement des capacités qui sont demandées sur le marché du travail et sur la création d'emplois, afin d'offrir aux jeunes une autre solution que la migration.

Intégration sociale

Les personnes avec un handicap sont confrontées à de nombreux obstacles dans la vie de tous les jours. Elles sont souvent exclues de la participation politique, du marché de l'emploi, de la formation professionnelle et des services de santé. En Moldavie, des projets de la DDC ont permis d'équiper des centres médicaux de mobilier adapté à l'examen gynécologique de femmes avec un handicap.

Toutes les communes du Kosovo bénéficient de subventions plus élevées de la part de l'État

grâce au soutien que la Suisse apporte au système de transfert financier du gouvernement. Elles peuvent ainsi assumer leurs tâches plus efficacement.

En Asie centrale, l'engagement de la Suisse a permis à plus de

7 millions de personnes

de bénéficier de consultations de prévention des maladies non transmissibles.

Défis

La Suisse soutient les États dans les réformes menées en matière de démocratisation, de promotion de l'état de droit et de bonne gestion des fonds publics. En Albanie, la DDC soutient un programme de réforme du système de santé auquel les citoyens sont très attachés. Elle avait initialement surestimé la volonté de réformer du gouvernement de même que ses ressources, si bien que les objectifs n'ont été que partiellement atteints. Elle a ensuite renforcé le dialogue avec le gouvernement tout en œuvrant pour une meilleure coordination avec les autres pays donateurs. Depuis les élections législatives de 2017, on observe une évolution positive. La volonté de réformer le financement durable du secteur de la santé qui en découle, ainsi que les résultats du programme décideront à moyen terme de la poursuite du programme.

8 Country Strategy Evaluation Cooperation Strategy Moldova 2014–2017, 2017.

Défis humanitaires : des réponses globales

L'aide humanitaire de la Suisse contribue au renforcement et à la réforme du système humanitaire. La DDC et ses partenaires (organisations de l'ONU, Comité international de la Croix-Rouge [CICR] et ONG) œuvrent à l'amélioration de leurs propres méthodes de travail et au développement du cadre juridique humanitaire international. Objectif : mieux réagir aux enjeux humanitaires, de plus en plus nombreux partout dans le monde.

Les violations du droit international humanitaire sont de plus en plus souvent la règle dans les conflits, alors qu'elles devraient rester l'exception. L'attaque intentionnelle d'infrastructures, notamment médicales, a des conséquences humanitaires fatales pour la population concernée. Dans bien des endroits, l'accès aux populations en détresse est très difficile alors qu'il est l'une des conditions essentielles de l'aide humanitaire. Dans le même temps, les conflits armés, l'instabilité politique et le risque de catastrophe naturelle aggravé par le changement climatique font exploser les besoins en aide humanitaire. Alors que le fossé entre les besoins urgents et les moyens disponibles ne cesse de se creuser, l'existence d'organisations multilatérales efficaces est plus cruciale que jamais compte tenu des défis à relever. Les solutions politiques restent incontournables pour mettre fin aux crises humanitaires.

Influence sur les organisations humanitaires internationales

Le succès du travail humanitaire dépend très largement de l'efficacité opérationnelle des grandes organisations du secteur. La Suisse contribue à faire avancer les efforts de réforme, en particulier lorsqu'elle assure la présidence du comité directeur de ces organisations. De la mi-2016 à la mi-2017, par exemple, elle a présidé la commission consultative de l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA). L'UNRWA, principal partenaire multilatéral de la Suisse au Proche-Orient, aide aujourd'hui plus de 5 millions de réfugiés palestiniens à couvrir leurs besoins fondamentaux. Depuis des années, le budget de cet organisme souffre cependant d'un manque de ressources financières. L'année de sa présidence du comité de pilotage, la Suisse s'est efforcée de remédier durablement à ce problème et a élaboré, à la demande explicite du secrétaire général de l'ONU, des propositions de mise en œuvre concrètes à l'intention de l'Assemblée générale. En soutenant les réformes, la Suisse apporte une contribution substantielle à la résolution d'un conflit qui exige une solution politique depuis des décennies.

Prévention concrète des catastrophes

Les catastrophes peuvent réduire à néant en quelques secondes les progrès de développement réalisés sur plusieurs années. C'est chez les personnes vulnérables qu'elles occasionnent le plus de souffrances. La communauté internationale s'est engagée à mettre tout en œuvre pour réduire les risques de catastrophe lors de la Conférence mondiale des Nations Unies qui s'est tenue sur ce thème à Sendai en 2015. Deux ans plus tard, elle a pu, grâce au soutien technique et financier de la Suisse, adopter les directives relatives à l'évaluation des mesures décidées. Il s'agit là d'une étape majeure pour la réalisation des objectifs fixés. Différents États et organisations s'appuient à cet égard sur l'expertise suisse afin de renforcer leurs compétences et d'augmenter leurs investissements dans la prévention des catastrophes.

L'expertise suisse, une référence mondiale

Le soutien de la Suisse ne se limite pas à des contributions financières. En 2017, des experts du Corps suisse d'aide humanitaire ont réalisé 106 missions auprès d'organisations multilatérales telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) ou le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). En mettant au service de ces organisations, au niveau technique et stratégique, la grande expertise suisse dans des domaines tels que le traitement de l'eau, la protection des réfugiés et des déplacés, ou encore la gestion des paiements en espèces, ils ont contribué à améliorer davantage l'efficacité du système humanitaire.

Le CICR et le secteur privé

La Suisse est très impliquée dans le Programme d'investissement à impact humanitaire (Programme for Humanitarian Impact Investment [PHII]) du CICR. Ce mécanisme innovant encourage le secteur privé à investir afin de combler les lacunes de financement de l'aide humanitaire.

4 normes et politiques internationales développées en commun

pour renforcer le système humanitaire

Défis

La Suisse s'implique dans la mise en œuvre globale d'accords internationaux tels que l'initiative « Grand Bargain » ou la Conférence de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Grand Bargain vise à mettre en place de nouvelles formes de coopération entre donateurs et organisations humanitaires, en particulier pour combler l'important déficit de financement.

La communauté internationale a un gros défi à relever : devenir plus efficace. La Suisse continue de soutenir l'effort de réforme des organisations multilatérales partenaires en vue d'une aide humanitaire efficace et fidèle à ses principes.

Sauver des vies et apaiser les souffrances dans les situations de crise

L'aide humanitaire de la Suisse contribue de façon significative à réduire les souffrances humaines qui découlent de crises, de conflits et de catastrophes, et à protéger les victimes civiles de conflits violents.

Un simple coup d'œil aux conflits et aux crises humanitaires en cours montre que leur durée s'allonge de plus en plus. Initialement conçue comme une aide d'urgence limitée dans le temps, l'aide humanitaire s'inscrit de plus en plus dans la durée. On assiste depuis quelques années à une explosion des besoins en la matière. En 2017, les contributions de la communauté internationale ont couvert à peine la moitié des 24 milliards de dollars nécessaires de par le monde.

Focalisation

L'aide humanitaire de la Suisse intervient là où elle est le plus nécessaire, c'est-à-dire principalement au Proche-Orient et en Afrique subsaharienne, entre le Mali et la Somalie. Son engagement au Sri Lanka, dans le Caucase du Sud, au Libéria et au Zimbabwe est définitivement terminé.

Une aide d'urgence, mais pas de solutions d'urgence

Le recours simultané à différents instruments de coopération internationale est nécessaire, particulièrement dans les crises complexes et de longue durée, afin de réduire, en fin de compte, la dépendance de la population concernée à l'égard de l'aide étrangère. En Somalie, des projets d'approvisionnement en espèces ont aidé la population à subvenir à ses besoins les plus urgents en situation de crise. La Suisse œuvre aussi pour préserver la population de crises futures : elle soutient des systèmes locaux d'assurance sociale, des communautés d'épargne et de crédit, des systèmes d'alerte précoce en cas de sécheresse et une meilleure gestion des ressources naturelles.

Rapidité et souplesse

L'Aide humanitaire agit avec rapidité et souplesse. En 2016, après le tremblement de terre qui a secoué l'Équateur et l'ouragan « Matthew » qui a frappé Haïti, les experts du Corps suisse d'aide humanitaire sont arrivés sur les lieux dans un délai très court. Ils ont notamment mis en place un approvisionnement vital en eau potable pour quelque 40 000 personnes. Après le tremblement de terre survenu au Mexique en 2017, ils ont examiné des bâtiments menaçant de s'effondrer, ce qui a permis à plus de 23 000 personnes de regagner les hôpitaux et les écoles. Cette aide immédiate dépend directement de la disponibilité opérationnelle et de la souplesse du CSA.

L'eau potable comme moyen de subsistance

Dans le camp de réfugiés d'Azraq en Jordanie, la Suisse a construit un système d'approvisionnement en eau potable auquel ont directement accès 35 000 réfugiés syriens, ce qui permet d'économiser 1 million de francs par an en livraisons d'eau par camion.

Convois humanitaires

En Ukraine, la Suisse a organisé des convois humanitaires pour les populations vivant des deux côtés de la ligne de contact. Elle a fourni du matériel médical à des hôpitaux et des produits chimiques servant à traiter l'eau potable pour 4 millions de personnes.

Rénovation d'écoles

Des écoles ont été rénovées en Jordanie et au Liban avec l'aide de la Suisse, ce qui a permis de scolariser plus de 81 000 filles et garçons défavorisés.

La DDC est venue en aide à

5,3 millions

de personnes en situation d'urgence et à

2,5 millions

d'autres personnes par ses contributions de programme aux ONG suisses.

Elle a soutenu

1 million

de personnes dans leur effort de reconstruction.

Défis

L'aide humanitaire dans les zones de conflit représente un défi considérable pour la DDC.

En Somalie, par exemple, des communautés rivales ont accusé en 2017 une ONG soutenue par la Suisse de détournement de fonds. La Suisse et des organisations de l'ONU ont lancé une enquête conjointe qui n'a pas encore permis à ce stade de confirmer ni d'infirmer ces accusations. Avec le recul, il apparaît que la dynamique de conflit entre les parties rivales, très complexe, et ses effets potentiels sur la mise en œuvre du projet ont été sous-estimés. La DDC, qui a suspendu le projet, développe et renforce à présent ses instruments de surveillance des projets dans des contextes difficiles.

Bien que les difficultés s'accroissent et que les événements soient de moins en moins prévisibles, elle **renforce**, dans la mesure du possible, **son engagement en faveur des pays fragiles**. La mise en relation de solutions humanitaires d'urgence avec des projets de développement à moyen terme augmente l'efficacité à long terme des interventions dans les crises complexes.

Gestion axée sur les résultats et valeurs cibles concernant la mise en œuvre du message

Taux de réussite des projets et des programmes



■ 2014-2016

■ 2013-2015

Nombre de projets évalués chaque année : plus de 100

La gestion axée sur les résultats pratiquée par la DDC est soutenue et encouragée par le système de gestion interne (RBM pour *results based management*), l'assurance qualité à tous les niveaux et des évaluations indépendantes. Soumis à une évaluation externe indépendante en 2017, le système RBM a été jugé très positivement pour sa souplesse d'adaptation aux contextes les plus variés⁹. La DDC dispose donc d'un ensemble d'outils efficace et cohérent pour tirer les leçons de ses succès et de ses erreurs. Un système de contrôle interne soutient la direction de la DDC sur le plan de la gestion à court terme de la mise en œuvre du message, au moyen de 26 indicateurs définis. Trois de ces indicateurs sont décrits ci-après.

Engagement renforcé dans les contextes fragiles

La Suisse est très attachée au principe d'une situation internationale stable dotée d'un potentiel de croissance pérenne. L'OCDE estime que d'ici à 2030, plus des trois quarts des personnes pauvres vivront dans un contexte fragile, principalement en Afrique¹⁰. Les régions en question se caractérisent, outre par un taux de pauvreté élevé et des possibilités de revenu restreintes, par

des institutions publiques faibles ou instables, un manque de volonté politique de mener des réformes, l'absence de politique de développement visant à résoudre le problème de la pauvreté, des violences, en particulier contre les femmes, la corruption et l'arbitraire. La DDC mobilise actuellement 47 % des engagements de la coopération avec le Sud et avec l'Est en faveur de 24 États fragiles. Elle œuvre ainsi à la réduction des causes de conflit et renforce la résilience des États et de la société face à la violence.

Éducation de base et formation professionnelle

Forte de son expérience en matière d'éducation de base et de formation professionnelle, la Suisse peut apporter une contribution décisive au développement durable. Selon l'UNESCO, il y aurait actuellement plus de 780 millions d'analphabètes dans le monde, dont deux tiers de femmes¹¹. L'offre de formations professionnelles est insuffisante dans de nombreux pays, et inadaptée aux besoins du secteur privé. Le chômage des jeunes et le sous-emploi sont des enjeux majeurs pour les pays partenaires de la DDC, qui freinent considérablement la croissance économique. L'objectif d'augmenter les moyens financiers dévolus à cette cause de 50 % par rapport au message 2013-2016 n'a pas encore été atteint. L'augmentation est actuellement de 34 %. Les coupes décidées dans le budget 2018 font qu'il y a globalement moins de moyens disponibles. Par ailleurs, il n'est pas possible d'interrompre prématurément les programmes en cours dans d'autres domaines sans mettre en péril l'effet des investissements effectués jusqu'ici. La réorientation des priorités sur l'éducation de base et la formation professionnelle prendra donc plus de temps que prévu.

Coopération avec le secteur privé

La DDC a nettement intensifié ces dernières années sa coopération avec l'économie privée en

Suisse et à l'étranger. À cet égard, la complémentarité des méthodes de travail de la DDC et du SECO mérite d'être soulignée. D'ici à 2020, la DDC entend porter la part des partenariats dans le portefeuille global de 4 % actuellement à au moins 5 %. Il lui faudra aussi améliorer l'effet de levier des moyens publics sur la mobilisation du privé (voir page 11).

Critères de sélection des pays prioritaires

Dans le message sur la coopération internationale 2017-2020, la DDC a défini des critères de sélection et d'exclusion des pays et des régions prioritaires. En réaction à un rapport du Contrôle fédéral des finances (« Audit des critères pour la stratégie d'attribution par pays des projets d'aide bilatérale au développement »), la DDC a procédé à une vérification. Conclusion : les pays prioritaires remplissent tous la majorité des critères d'engagement. Au début de la mise en œuvre du message, il avait été décidé que le programme de la DDC au Pakistan serait définitivement clos pour la fin 2019. La DDC reconnaît par ailleurs que la poursuite d'un engagement nécessite des critères supplémentaires. Ces réflexions contribueront à justifier la présence géographique de la coopération internationale de la Suisse dans un projet que le Conseil fédéral proposera au Parlement pour l'avenir.

Mesure de l'efficacité

Un système de mesure uniforme a été mis en place au début du message pour les rapports relatifs à la mise en œuvre du message et en vue d'une meilleure communication des résultats. Il doit permettre d'établir une représentation quantitative des valeurs d'efficacité obtenues. La mesure des résultats repose sur des indicateurs définis des stratégies de coopération des pays et des régions partenaires, lesquels sont renouvelés régulièrement.

9 Independent Evaluation of SDC's Results-Based Management System with a Focus on Poverty Reduction, 2017.

10 OCDE, States of Fragility 2018, 2018.

11 UNESCO, Rapport mondial 2015 de suivi sur l'EPT, Éducation pour tous 2000-2015: progrès et enjeux, 2015.

La DDC et le SECO créent des emplois : étude sur l'efficacité

L'emploi est essentiel au développement d'un pays. Une formation de qualité et des emplois meilleurs et plus nombreux sont un gage d'autonomie pour les travailleurs et leur famille.

Rapport sur l'efficacité dans le domaine de l'emploi

La coopération suisse au développement considère depuis longtemps la création et la préservation d'emplois productifs comme un facteur clé de réduction de la pauvreté. Une équipe d'experts indépendants a analysé plus de 70 projets de la DDC et du SECO avant de rédiger un rapport sur l'efficacité qui a été publié en 2017¹².

Les programmes de formation professionnelle, de développement de chaînes de création de valeur dans l'agriculture et les projets visant à améliorer les conditions de travail ont atteint les meilleurs scores. Ces projets ont par ailleurs un effet positif sur la productivité et favorisent l'égalité des genres.

Certaines interventions, comme les réformes de l'environnement des affaires, ont sur l'emploi des effets indirects qui ne pourront être mesurés qu'au bout de plusieurs années. L'équipe d'évaluateurs constate que si certains projets influent directement sur la création d'emplois, d'autres ont plutôt pour effet d'assurer les conditions qui permettront de créer des emplois. Elle recommande par conséquent de bien soupeser l'opportunité de définir la création d'emplois comme l'objectif majeur de certains projets, par exemple pour les projets de formation professionnelle.

Près de 85 %

des projets ont obtenu un score d'efficacité compris entre

très bien (6) et satisfaisant (4).

Le score moyen s'établit à 4,5. La plupart des projets ont donc atteint les objectifs fixés.

L'emploi des jeunes au Nicaragua

Le projet consacré à l'emploi des jeunes au Nicaragua, examiné de près dans le rapport, a soutenu 45 centres de formation professionnelle de 2006 à 2012 avec une contribution de la DDC s'élevant au total à 3,7 millions de francs. Il a permis de développer les compétences de l'Institut national de technologie (INATEC) et d'autres établissements publics ou privés de formation professionnelle. Notamment axé sur la modernisation des cursus, sur la formation des enseignants et sur le développement de modules de formation, il s'adressait plus particulièrement à des jeunes risquant l'exclusion sociale. La grande majorité des 5400 étudiants ayant décroché leur diplôme a trouvé du travail et près de la moitié a vu son salaire augmenter. Le nouveau système de certification professionnelle mis en place sur l'initiative de la DDC a généré une nouvelle stratégie gouvernementale : un département des certifications octroie désormais chaque année des certificats professionnels à 11 000 travailleurs salariés.

Amélioration des conditions de travail

«Better Work» est un projet d'envergure mondiale de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de la Société financière internationale (IFC), qui améliore les conditions de travail et le respect du droit du travail dans l'industrie textile tout en encourageant la productivité et la compétitivité des entreprises. Le SECO soutient ce projet depuis 2009 par une contribution de 27,4 millions de francs. En 2016, «Better Work» avait amélioré les conditions de travail de 3 millions d'employés, principalement en Asie, mais aussi au Proche-Orient et en Amérique centrale. Concrètement, il a permis de réduire de 18 % les abus tels que rétention de passeport, insultes et harcèlement sexuel. La rémunération des employés a augmenté et l'écart entre les salaires des hommes et ceux des femmes s'est réduit de 17 %. Les contrats de travail se sont améliorés tandis que la charge de travail s'allégeait. Enfin, la productivité des entreprises affiliées a augmenté de 22 %, et leur rentabilité de 25 %.

Défis

Dans ses conclusions, l'équipe d'évaluateurs affirme qu'il faut accorder plus de moyens, en particulier aux projets de microfinance en faveur d'entreprises et aux projets de soutien aux PME, afin de permettre aux travailleurs concernés de rompre la spirale de la pauvreté. Elle recommande aussi d'optimiser les analyses de marché pour favoriser le développement des chaînes de valeur. Elle constate par ailleurs que les projets menés en Asie et en Amérique latine ont obtenu de meilleurs scores d'efficacité que ceux menés en Afrique ou au Proche-Orient. Elle estime que la forte proportion d'entreprises informelles dans ces régions constitue un défi supplémentaire pour les projets de la coopération internationale de la Suisse consacrés à l'emploi.

12 Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'emploi 2005–2014, 2017.

Le SECO encourage une croissance économique durable et inclusive

Le SECO est le centre de compétence de la Confédération pour toutes les questions de politique économique, y compris dans les domaines de la coopération économique et du développement.

Effets et enjeux

Quatre objectifs d'efficacité mesurent la contribution du SECO à la réduction de la pauvreté et des risques mondiaux dans ses pays partenaires du Sud et de l'Est : 1. Des institutions et des services efficaces ; 2. Davantage et de meilleurs emplois ; 3. Commerce renforcé et compétitivité accrue ; 4. Croissance résiliente au climat.

La réalisation de certains projets est liée à des difficultés particulières et des risques accrus. Ainsi, actuellement, 8 % des projets font l'objet d'un pilotage plus serré et d'une surveillance plus intensive sous l'angle de la gestion des risques. Un projet peut échouer à cause d'un manque de capacités institutionnelles, d'un manque de volonté politique de mener des réformes, ou de risques de gouvernance et de sécurité accrus dans le pays partenaire. Du côté du SECO, des objectifs trop ambitieux ou une appréciation trop optimiste du contexte peuvent aussi menacer la réussite du projet. Lorsque les circonstances l'imposent, le SECO investit davantage dans les compétences des partenaires, intensifie le dialogue avec les acteurs politiques, adapte ses projets ou prend des mesures supplémentaires visant à réduire

les risques. Il peut, à l'extrême, mettre fin à un projet en cours de route.

Taux de réussite élevé et stable

À l'échelle internationale, on considère comme bon et réaliste un taux de réussite compris entre 65 et 80 %. En 2016–2017, celui du SECO est légèrement supérieur à cette fourchette. La pertinence et l'efficacité des projets a certes reculé quelque peu, mais il est normal d'enregistrer de légères fluctuations d'une année à l'autre. Efficacité et viabilité ont en revanche augmenté de plus de 10 %. Les résultats de la mesure continue de l'efficacité sont pris en compte au fur et à mesure dans les procédures internes d'apprentissage et de pilotage.

Taux de réussite des projets

Taux de réussite (global)



Pertinence



Efficacité



Efficience



Viabilité



■ **Message actuel (2016–2017)**
Nombre de projets évalués : 48

■ **Message précédent (2012–2015)**
Nombre de projets évalués : 81

Priorités du message actuel

Le SECO aide ses pays partenaires à renforcer leur **résistance économique** et, dans un contexte de mondialisation croissante, à jeter les bases du développement durable du secteur privé sur le modèle de l'économie de marché.

Le **secteur privé** est un acteur essentiel de la croissance économique et de la **création d'emplois productifs**, raison pour laquelle le SECO encourage les partenariats avec lui et engage ses moyens financiers pour favoriser la mobilisation innovante des investissements privés.

Le SECO s'implique dans quatre des six **thèmes globaux** identifiés comme prioritaires par la Suisse : **finances et commerce, changement climatique et environnement, eau et migration**. Sa coopération avec les banques de développement multilatérales joue un rôle central à cet égard.

Contre les causes structurelles de la **migration**, le SECO conçoit des programmes qui **créent des perspectives économiques** dans les domaines de l'entrepreneuriat, des compétences techniques, de l'accès aux capitaux à long terme et de l'amélioration des conditions cadres du marché de l'emploi.

Les activités actuelles du SECO contribuent déjà à la réalisation de la majorité des **objectifs de l'Agenda 2030**. D'ici à 2020, la mesure interne de l'efficacité et les comptes rendus externes seront encore plus axés sur l'Agenda 2030.

Résultats internes

L'objectif d'efficacité 2 a déjà fait l'objet d'une évaluation indépendante. Celles des objectifs d'efficacité 3 et 4 sont en cours. Un comité d'évaluation indépendant accompagne et surveille ces travaux.

Une équipe d'évaluation externe examine le thème de la viabilité afin d'évaluer les résultats du SECO en comparaison internationale et d'identifier les facteurs de réussite de la planification et de la mise en œuvre de projet.

En 2018, le centre de prestations Coopération et développement économiques du SECO a obtenu la confirmation de sa certification à la norme ISO 9001/2015. L'audit de l'ISO a attesté son grand souci de la qualité, le sérieux de son engagement et sa volonté de toujours mieux faire.

Des conditions cadres et des services publics au service de la croissance

Le SECO soutient, en vue d'une croissance économique durable, des infrastructures, des institutions et des services essentiels au niveau national et local dans des villes. Les projets répondant à cet objectif sont généralement en bonne voie.

Renforcer les finances publiques

Pour réaliser leurs objectifs de développement, les États ont besoin de recettes suffisantes. Aussi le SECO aide-t-il ses partenaires à augmenter leurs recettes fiscales et le produit de la vente de leurs matières premières, et à utiliser les fonds publics avec plus d'efficacité. Il a ainsi contribué à améliorer la gestion des finances publiques locales au Pérou, en Indonésie, en Serbie et au Ghana, et formé les autorités ghanéennes à l'imposition des matières premières. Pour éviter que l'augmentation de la dette publique ne mette en péril les objectifs de développement nationaux, le SECO soutient la gestion de la dette dans 60 pays en développement. Et comme les catastrophes naturelles, intensifiées par le changement climatique, menacent elles aussi les finances publiques, il encourage, dans les pays partenaires, les solutions de protection fondées sur le marché.

La gestion de la dette publique, la fiscalité internationale et la lutte contre les flux de capitaux illégaux restent importants : le SECO approfondira son engagement au cours de la deuxième mi-temps afin de favoriser la réalisation de l'objectif de développement 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs). Il développera aussi des mesures dans le domaine du financement et de l'assurance de risques de catastrophe, sur les plans national et infranational, en particulier dans les villes.

Augmenter les performances du secteur financier

Pour s'épanouir, l'économie a besoin d'un secteur financier stable, bien conçu et surveillé, et d'une politique monétaire fiable. C'est la raison pour laquelle le SECO renforce les banques centrales de ses pays partenaires en formant des spécialistes locaux et en les faisant profiter de l'expertise suisse. Au Pérou, il a ainsi contribué à l'élargissement de la surveillance des marchés financiers aux institutions de microfinancement,

et au renforcement de la législation sur le blanchiment d'argent. Pour le reste de la période couverte par le message, il concentrera davantage son soutien sur la régulation et la surveillance des nouvelles technologies financières et des risques associés.

Améliorer les services de base

Le SECO s'engage en faveur de la gestion professionnelle des infrastructures publiques : avec une équipe d'experts indépendants, il a développé un instrument d'analyse et de dialogue pour les gestionnaires des services des eaux, ce qui a amélioré l'approvisionnement en eau en Albanie, au Tadjikistan, au Kirghizistan et au Pérou. En Colombie, un programme visant à améliorer la gestion des compagnies de distribution d'eau est en cours. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a systématiquement intégré ce thème dans son programme et dans son dialogue politique. Au cours de la seconde mi-temps, le SECO approfondira ses partenariats stratégiques avec de grandes institutions financières internationales dans le domaine des infrastructures et élargira son réseau de partenaires pour la force hydraulique et la mobilité.

Quelques résultats

Une meilleure gestion des finances publiques : l'Albanie, la Serbie, la Macédoine, le Kosovo et la Bosnie et Herzégovine publient depuis peu des données sur l'état de la dette publique, des statistiques clés pour une gestion solide et pérenne des finances publiques. Grâce à de nouveaux systèmes de contrôle des finances, six communes de Serbie ont amélioré le contrôle des recettes et des dépenses de même que l'affectation des fonds.

Un système financier de l'État renforcé : en Colombie, la coordination entre les principales autorités responsables de la gestion des finances publiques a été améliorée.

Accès à l'eau : grâce à des perfectionnements techniques, l'approvisionnement en eau potable a été amélioré pour 15 % des habitants de Jalal Abad et 10 % de ceux d'Osh au Kirghizistan.

6000

experts d'institutions clés en matière de gestion des finances publiques ont été formés à la gestion financière et à la planification budgétaire.

5,9 millions

de personnes bénéficient, grâce à des projets soutenus par le SECO, d'un meilleur accès à des services de base performants, notamment pour ce qui est de l'approvisionnement en eau.

491 millions

de dollars ont été mobilisés pour l'amélioration des infrastructures de base.

Défis

Fluctuation du personnel et volonté de réformer : la réalisation de projets est ralentie au Pérou, en Afrique du Sud et en Serbie en raison de la fluctuation du personnel dans le secteur public. Au Kirghizistan, en Tunisie et au Vietnam, les réformes de l'administration se heurtent à un manque de volonté. C'est pourquoi le SECO intensifie le dialogue politique, avec le soutien de partenaires multilatéraux puissants.

Responsabilités floues : les projets concernant les services de base accusent fréquemment des retards. En 2017, un projet d'élimination des déchets n'a pas pu démarrer en Albanie car les responsabilités n'avaient pas été définies au sein du gouvernement. Le SECO a intensifié le dialogue avec ses partenaires à différents niveaux. Après clarification des responsabilités, le projet a pu démarrer en 2018.

Amélioration des perspectives d'avenir grâce à de bons emplois

Le SECO contribue à créer des perspectives économiques à long terme pour les habitants de ses pays partenaires. Le rapport sur l'efficacité dans le domaine de l'emploi commun à la DDC et au SECO montre que 85 % des projets évalués atteignent leurs objectifs.

Encourager l'esprit d'entreprise

Le secteur privé crée 90 % des emplois dans le monde, ce qui fait de lui le moteur le plus efficace de la réduction de la pauvreté. Pour se développer et pour créer des emplois, les entreprises ont besoin d'une main-d'œuvre bien formée. Le SECO encourage par conséquent, dans les pays en développement, une formation professionnelle et un enseignement supérieur (degré tertiaire) axés sur les besoins de l'économie privée. En Indonésie, il soutient cinq hautes écoles spécialisées techniques en les faisant profiter du savoir-faire suisse. Au Ghana, il améliore les compétences techniques de la population active dans la production durable de noix de cajou. Il faut également que les emplois respectent des exigences sociales minimales. L'amélioration des conditions de travail rend les emplois plus sûrs et plus dignes tout en accroissant la productivité des entreprises. C'est la raison pour laquelle le SECO soutient le projet global SCORE, qui a réduit en Colombie, au Ghana, en Indonésie et au Vietnam la fluctuation, les plaintes, les absences et les accidents professionnels.

Pour la période 2019–2020, le SECO prévoit de développer les activités de formation et de perfectionnement pour les entreprises et les salariés. Il proposera de nouvelles formations dans le domaine du tourisme en Indonésie, au Vietnam et au Kirghizistan. Il se penchera aussi sur d'autres sujets concernant l'emploi. Lorsqu'un pays partenaire manifeste son intérêt, la Suisse discute avec lui des avantages d'un dialogue franc entre employés, employeurs et gouvernement. Le SECO développe ainsi sa contribution à l'objectif de développement durable 8 (travail décent et croissance économique).

Permettre l'accès aux capitaux

Pour croître et conquérir de nouveaux marchés tout en créant des emplois, les PME doivent pouvoir se procurer des capitaux à des conditions abordables. La société financière de développement de la Confédération (Swiss Investment Fund for Emerging Markets [SIFEM]) joue à cet égard

un rôle important en fournissant aux PME des prêts ou des participations remboursables, mais aussi des conseils pour améliorer leur gestion. En investisseur responsable, SIFEM encourage aussi des conditions de travail favorables, la formation technique du personnel et les méthodes de production écologiques et sociales.

Le SECO a également contribué, sur le plan de la réglementation, au lancement de bureaux de crédit et à la réforme des garanties au Ghana. Cela permet aux PME de mettre en gage, faute de titres de propriété, leurs tracteurs ou leurs machines, par exemple, pour obtenir un crédit. Le SECO soutient aussi au Proche-Orient des banques axées sur les besoins des femmes entrepreneurs.

En plus de se concentrer sur les PME, le SECO continuera de s'intéresser à l'inclusion financière dans différents pays et régions afin qu'outre les entreprises, des particuliers bénéficient d'un meilleur accès à des services financiers responsables.

Quelques résultats

Des conditions de travail améliorées : 75 % des travailleurs du secteur textile en Jordanie sont des immigrés. L'évaluation du projet « Better Work » montre que dans ce secteur, les agressions verbales et sexuelles ont diminué et que les revenus ont augmenté¹³. Ces revenus sont de plus en plus investis dans l'éducation des enfants.

Des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité : selon une évaluation externe, le « Swiss Entrepreneurship Programme » a contribué à la création de plus de 1500 emplois¹⁴. Rien qu'en 2016, SIFEM a contribué à la création de plus de 19 000 emplois dans des entreprises qui respectent toutes les normes de travail fondamentales de l'OIT. Dans des chaînes de production de cacao, de bananes et de quinoa au Pérou, il a été possible de créer en un an 360 emplois et d'en préserver plus de 5700 autres.

28 000

emplois productifs ont été créés, et 8000 préservés.

517 000

entreprises ont bénéficié d'un nouvel accès aux capitaux.

97,7 milliards

de dollars ont été mobilisés.

Défis

Soutenir les start-ups : encourager les jeunes entreprises est un travail de longue haleine. Il faut tout d'abord établir des liens de confiance avec les partenaires et les entreprises, et entre eux. Il n'est pas toujours facile de convaincre des entrepreneurs expérimentés de jouer les mentors ou les investisseurs. Mais l'évaluation du « Swiss Entrepreneurship Programme » montre clairement que cet engagement en vaut la peine et mérite d'être encouragé.

Des crédits bancaires pour les PME : au Vietnam, près d'une PME sur deux a du mal à obtenir un crédit à cause de la faiblesse des banques et de la concurrence des entreprises d'État. Aussi le SECO soutient-il des réformes du système financier et, depuis 2018, un projet innovant visant à faire bénéficier de meilleures conditions d'emprunt les PME locales qui fournissent des entreprises plus importantes.

13 OIT, université Tufts : How Better Work is improving garment workers' lives and boosting factory competitiveness, 2016.

14 External Mid-Term Evaluation – The Swiss Entrepreneurship Program, 2018.

Un commerce et une compétitivité renforcés

La promotion de la compétitivité internationale des PME et des petits producteurs est au centre des efforts du SECO. La portée de ces efforts au-delà des projets et des approches constitue un défi majeur, qu'il a décidé de relever. Il obtient de bons résultats en renforçant sa coopération avec le gouvernement partenaire et le secteur privé.

Créer des conditions cadres favorables au commerce

Pour profiter du commerce international, il est essentiel de bénéficier de conditions cadres favorables. Les pays en développement ont une meilleure perception de leurs intérêts dans les discussions intergouvernementales lorsqu'ils connaissent bien les règles internationales et qu'ils négocient habilement dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres accords commerciaux. Le SECO aide les gouvernements et les entreprises à mieux maîtriser le droit commercial international et la politique commerciale.

Améliorer l'environnement des affaires

Les projets portent sur des aspects de la réglementation qui concernent des entreprises locales. L'ensemble du cycle de vie est pris en considération, depuis l'enregistrement jusqu'à la procédure de faillite en passant par les dispositions de licence, les inspections et la politique fiscale. Objectif : instaurer une réglementation des affaires simple et claire afin d'accroître la transparence et la sécurité juridique et de mettre tous les concurrents sur un pied d'égalité. Une réglementation moins complexe permet aussi de gagner du temps et de l'argent. Ce travail sur le cadre réglementaire correspond à un souhait explicite des pays partenaires du SECO. Il nécessite cependant beaucoup de ténacité et un engagement à long terme. Aussi le SECO continuera-t-il, au cours des deux prochaines années, à travailler intensivement au développement de l'environnement des affaires avec ses pays partenaires.

Renforcer la compétitivité

Il faut qu'un maximum de pays en développement figurent parmi les gagnants de la mondialisation. Pour cela, il faut améliorer la compétitivité et faciliter l'accès au marché des PME et des producteurs. Dans les pays partenaires d'Afrique du Nord, d'Amérique latine et d'Asie, le SECO encourage le développement de chaînes de création de valeur pérennes. Cela ne suffit pas cependant à améliorer automatiquement les conditions de vie. C'est pourquoi, en 2017, le SECO a discuté avec des partenaires tels que Max Havelaar de l'avenir du commerce équitable et d'autres labels. La Plateforme suisse du cacao durable a vu le jour avec l'aide de la Confédération. Elle réunit 41 représentants de toute la filière suisse et de la société civile, et fixe notamment des objectifs de développement durable pour l'importation de produits de la culture de cacao.

Les objectifs (80 % d'importations durables d'ici à 2025) sont très ambitieux, même en comparaison internationale. Là aussi, une coopération étroite avec les acteurs impliqués est indispensable.

Quelques résultats

Contrôles de qualité pour l'export : deux laboratoires ont été accrédités au Ghana en 2017 et les autorités compétentes ont obtenu la certification ISO. En outre, un soutien a été apporté à la création et au fonctionnement d'un office de la propriété intellectuelle.

Développement de produits : en 2017, le Maroc et la Suisse ont organisé un concours visant à promouvoir l'esprit d'innovation et la visibilité de leurs produits nationaux. 650 produits marocains ont été présentés à un jury. Les lauréats ont été désignés en 2018 lors du salon international de l'agriculture.

Plus de touristes en Indonésie : selon une évaluation, le projet « WISATA II » a contribué à faire augmenter de 20 % le nombre de touristes visitant l'île de Florès¹⁵. En un an, des chambres d'hôtes nouvellement créées ont enregistré 800 nuitées.

Des entreprises ont économisé

1,1 milliard

de dollars grâce à la suppression d'obstacles administratifs inutiles.

484 000

employés de chaînes de création de valeur ont reçu une formation qui leur permet de fournir des produits et services plus durables et de meilleure qualité, d'exporter davantage et ainsi d'améliorer leurs conditions de vie.

Les exportations de produits bio d'Europe de l'Est ont généré

55 millions

d'euros de recettes supplémentaires.

Défis

Commerce : pour des projets dans le domaine du commerce, il n'est pas toujours facile d'obtenir des résultats durablement bons. Il faut privilégier les approches systémiques qui impliquent toutes les forces locales. En Indonésie, une collaboration étroite avec le gouvernement et le secteur privé permet d'espérer la réussite durable de projets concernant la production de cacao et de fruits de mer.

Tourisme équitable : en Afrique du Sud par contre, il n'a pas été possible de donner l'assise institutionnelle nécessaire à une jeune organisation prometteuse, qui voulait promouvoir un tourisme équitable et durable. Cet échec tient en partie à des problèmes de gestion interne persistants dans un contexte institutionnel difficile. L'évaluation a par ailleurs montré que la demande de labels et de certifications était insuffisante de la part des touristes¹⁶.

15 External Mid-Term Evaluation of WISATA II – Tourism Development for Selected Destinations in Indonesia, 2016.

16 Final evaluation of Scaling up Fair Trade Travel, 2016.

Promouvoir une économie respectueuse du climat

Le SECO soutient des mesures favorisant un développement urbain plus durable et des méthodes de production industrielle plus écologiques. Les objectifs fixés seront probablement atteints. L'élaboration de projets d'urbanisme spécifiques par pays prend du temps.

Favoriser le développement durable des villes

Les villes sont au cœur des mesures du SECO en faveur du climat : leur développement échappe le plus souvent à toute planification, et ce sont elles qui émettent le plus de gaz à effet de serre. Les villes gérées d'une manière prévoyante sont en mesure d'atteindre une croissance économique durable et de réduire la pauvreté. Des programmes régionaux lancés avec le concours du SECO tels que « Cities and Climate Change in Africa (CICLIA) » ou la « Cities Development Initiative for Asia (CDIA) » favorisent l'élaboration de plans de développement et d'investissement durables. Les villes concernées et leur population sont mieux protégées contre les risques naturels dus au climat. Le SECO aide par ailleurs les autorités municipales à améliorer leur gestion financière et leurs capacités en matière de planification.

Assurer un approvisionnement durable en énergie

Les pays doivent pouvoir compter sur un approvisionnement en électricité fiable et respectueux du climat. Le SECO a renforcé son engagement en faveur d'une gestion durable de l'énergie en Afrique du Nord, en Amérique latine et en Europe de l'Est. En Tunisie, il contribue à une consommation d'énergie durable selon le modèle du European Energy Award (EEA), une approche normalisée fondée sur le modèle suisse de la Cité de l'énergie et qui a été lancée par le SECO. En Colombie, il soutient les efforts du gouvernement en faveur d'une croissance verte et d'une réduction de 20 % des émissions de CO₂ d'ici à 2030. En Ukraine, différents projets encouragent l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans les zones urbaines.

Encourager un usage efficient des ressources de la part de l'économie privée

En adoptant des méthodes de production innovantes et faiblement consommatrices de ressources, les entreprises peuvent réduire leurs frais d'eau et d'électricité de même que leurs émissions de CO₂. En Indonésie, au Vietnam et en Ukraine, le SECO aide le secteur privé à faire un usage plus ciblé et plus économique de ses ressources. Dans le cadre du projet global « Resource Efficient and Cleaner Production (RECP) », il a soutenu l'effort d'investissement de centaines d'entreprises dans des technologies propres.

Assurer le financement de la lutte contre les changements climatiques

Le SECO, la DDC et l'OFEV contribuent ensemble à la réalisation de l'objectif mondial qui est d'affecter, d'ici à 2020, au moins 100 milliards de dollars US à la lutte contre les changements climatiques dans les pays en développement. Le Fonds vert pour le climat (Green Climate Fund [GCF]) joue à cet égard un rôle central. La Suisse y œuvre activement en faveur d'une gouvernance efficace et du lancement des premiers projets.

Quelques résultats

Des fonds privés pour le développement urbain : en Afrique du Sud, le SECO a aidé huit grandes villes à mieux planifier leurs investissements. À ce jour, rien que dans le district d'eThekweni (Durban), le secteur privé a investi quelque 934 millions de francs.

Développement urbain global en Ukraine : un projet modèle en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables est en cours à Vinnytsia en Ukraine. Il a permis de construire une décharge écologique pour 25 500 personnes et de moderniser le système des transports publics. Les citoyens ont été consultés dans le cadre de la planification urbaine et se sont déclarés les plus satisfaits de tout le pays pour la troisième fois consécutive en 2017.

4,4 millions

de personnes dans

48 villes

d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont bénéficié de mesures pour un urbanisme durable.

Les émissions de CO₂ ont été réduites de

4,9 millions

de tonnes.

3,3 milliards

de kilowattheures ont été produits à partir d'énergies renouvelables.

Défis

Urbanisme : parvenir au développement durable de villes à forte croissance et changeant à toute vitesse est une tâche difficile, qui prend beaucoup de temps. Il faut donc planifier et piloter avec soin les projets d'urbanisme et de mobilité. Pour réussir, il faut un programme s'étalant sur plusieurs années et un dialogue politique intensif avec les gouvernements concernés.

Synergies avec l'efficacité énergétique : les synergies entre urbanisme et efficacité énergétique pourraient être mieux exploitées. Le recours aux énergies renouvelables doit s'accélérer. Une évaluation indépendante à paraître en 2019 déterminera dans quelle mesure le « European Energy Award » contribue à cet objectif.

Coopération étroite avec les banques multilatérales de développement

Les banques multilatérales de développement (BMD) jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de l'Agenda de développement durable du fait de leur puissance financière, de leur savoir-faire et de leur présence internationale. La Suisse les considère comme des partenaires précieux.

Partenariat renforcé avec les BMD

La Suisse a renforcé son partenariat avec les BMD : en 2017, le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim a effectué sa première visite officielle en Suisse afin de célébrer, avec des représentants des mondes politique, économique et scientifique et d'ONG le 25e anniversaire de l'adhésion de la Suisse à la Banque mondiale ; la Banque asiatique de développement (BAsD) a lancé un nouveau partenariat des savoirs avec l'Université de Saint-Gall à l'occasion des 50 ans de l'adhésion de la Suisse ; et à la Banque africaine de développement (BAD), la Suisse a pris la présidence d'un groupe de vote et participe en première ligne aux négociations sur l'avenir de cette institution éminemment importante pour le continent, ce qui lui a permis d'encourager la création d'emplois, les énergies renouvelables et l'éducation.

Des réformes et un nouvel acteur en Asie

Les BMD doivent réagir à l'évolution de leur environnement. À la BAsD, des réformes internes ont permis d'augmenter de 50 % la capacité financière annuelle. La Suisse soutient les réformes de ce genre car elles aident les BMD à devenir encore plus performantes et à faire jouer leur effet de levier de manière optimale. Une institution complémentaire, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB pour *Asian Infrastructure Investment Bank*), lancée par la Chine, a par ailleurs vu le jour. Elle a commencé ses activités en 2016 et collabore étroitement avec les autres BMD. Très impliquée dans le processus de mise sur pied de l'AIIB, la Suisse a particulièrement veillé au respect de normes internationales exigeantes en matière sociale, écologique et financière.

Quelques résultats

Plus d'argent de la Banque mondiale pour les plus pauvres : grâce à son excellente notation, l'IDA, fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres, va pouvoir, pour la première fois, se refinancer à des conditions intéressantes sur les marchés des capitaux internationaux et ainsi accroître considérablement les fonds disponibles. La Suisse a négocié avec succès la mise de côté de 2 milliards de dollars US pour des projets visant à soutenir les pays accueillant des réfugiés.

Progrès dans le financement de la lutte contre les changements climatiques : les BMD font partie des principaux bailleurs de fonds de la lutte contre les changements climatiques. Leur contribution est essentielle pour atteindre les objectifs fixés dans l'accord de Paris sur le climat. En 2017, elles ont investi dans des mesures d'atténuation et d'adaptation dans des pays émergents ou en développement 33 milliards de dollars US de fonds propres plus près de 22 milliards de dollars US recueillis auprès de partenaires privés.

Défis

Viabilité de la dette : les risques d'endettement public ont augmenté partout dans le monde, mais surtout en Afrique. La Suisse va examiner attentivement la situation et continuer d'œuvrer en faveur d'une action équilibrée de la part des BMD et d'un renforcement de la coopération avec le Fonds monétaire international.

Architecture financière internationale : le G20 entend réformer le système des BMD et améliorer sa coordination au besoin. La Suisse participe aux entretiens et insiste sur l'indépendance de chaque BMD tout en saluant l'harmonisation des normes et la coordination renforcée de la coopération, qui accroît l'efficacité et simplifie les procédures pour le gouvernement, le secteur privé et la société civile.

100 %

des projets de centrales énergétiques approuvés par la BAD en 2017 concernaient des énergies renouvelables. Ils représenteront à terme une capacité installée de plus de 1400 mégawatts.

Entre 2015 et 2107, la Banque mondiale a permis à **44,5 millions** de personnes d'accéder à des sanitaires améliorés.

Entre 2015 et 2017, les PME ont créé **35 000 emplois** grâce au soutien de la BERD.

En 2016 et 2017, **8,3 millions**

de personnes ont bénéficié de programmes de lutte contre la pauvreté financés par la Banque interaméricaine de développement.

Engagement commun en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

En Afrique du Nord, les quatre services fédéraux que sont la DSH, la DDC, le SECO et le SEM œuvrent ensemble pour la démocratie, la prospérité et la stabilité. La DDC, la DSH et le SEM collaborent aussi au Moyen-Orient. Une évaluation indépendante confirme l'efficacité de la collaboration de tous les acteurs suisses¹⁷.

Le but de l'engagement en Afrique du Nord est de contribuer à l'avènement d'une société pacifique et résiliente. La Suisse soutient aussi des processus de transition vers plus de stabilité et de prospérité sur les plans politique, social, économique et de la sécurité. Elle met l'accent sur une coopération globale dans les domaines des migrations et de la prévention de l'extrémisme violent.

Approche pangouvernementale

Le programme suisse réalisé dans la région est fondé sur une approche pangouvernementale (*Whole-of-Government Approach, WoGA*). La DSH, la DDC, le SECO et le SEM ont en Afrique du Nord des représentations communes.

La Suisse exploite des synergies. Par exemple, avec un même gouvernement, la DSH dialogue sur les droits de l'homme, la DDC contribue à la formation aux bonnes pratiques de gouvernance, et le SECO renforce les compétences opérationnelles de l'État en consolidant les finances publiques.

En Égypte, la DDC mène un projet visant à renforcer la société civile. En même temps, la DSH soutient le dialogue avec le gouvernement et des ONG sur la question de la réglementation de leurs engagements.

La DDC soutient les efforts du Maroc pour réduire les risques de catastrophe, en contribuant notamment à la stratégie nationale de gestion des risques. En complément, le SECO aide le Maroc à développer une planification financière post-catastrophe pérenne. Il encourage aussi un aménagement du territoire qui implique l'ensemble de la population pour mieux la protéger contre les catastrophes.

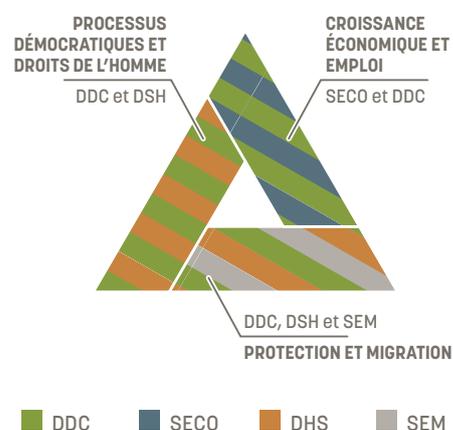
Une évaluation confirme l'efficacité de la stratégie suisse au Moyen-Orient

L'évaluation de la *stratégie régionale Irak, Jordanie, Liban, Syrie et Turquie* confirme la mise en œuvre stratégique commune par tous les acteurs suisses présents au Moyen-Orient et met en évidence des résultats concrets : l'approche pangouvernementale est le cadre qui convient pour relever les différents défis. L'engagement de la Suisse au Moyen-Orient vise à permettre aux personnes touchées par des conflits de vivre dans la paix et la sécurité, à réduire les causes de fragilité ainsi qu'à prévenir et à transformer les conflits. Les activités de la Suisse se concentrent sur les besoins fondamentaux, la protection et la gestion de l'eau en exploitant efficacement les aptitudes et les compétences de la DDC, de la DSH et du SEM. Selon l'évaluation indépendante, la coopération internationale de la Suisse est jugée pertinente. Les différentes méthodes de travail des acteurs suisses génèrent des synergies, permettent de mieux atteindre les résultats et promeuvent la crédibilité de notre pays. La neutralité helvétique est par ailleurs considérée comme un gage important d'efficacité et de crédibilité de l'action menée au Moyen-Orient. L'évaluation confirme la combinaison efficace entre interventions concrètes dans les communes et dialogue politique à l'échelle nationale. Ses auteurs, indépendants, soulignent aussi le dosage judicieux entre aide d'urgence humanitaire et projets de développement à effet durable au Moyen-Orient.

Les sujets traités en priorité restent une réponse pertinente à une crise régionale de longue durée. L'évaluation recommande que la stratégie se focalise davantage à l'intérieur de chaque thème prioritaire afin de pouvoir réagir à l'évolution rapide des défis régionaux et nationaux. Cela implique avant tout d'encourager la capacité de résilience et de responsabilité de la population et de renforcer les autorités locales.

L'approche pangouvernementale favorise synergies et complémentarités

La DSH, la DDC, le SECO et le SEM mènent un travail complémentaire sur trois thèmes prioritaires :



Défis

Dans toute la région, les acteurs de la société civile, et en particulier les défenseurs des droits de l'homme, sont confrontés à d'importantes restrictions. Aussi la Suisse continue-t-elle d'œuvrer au renforcement des organisations de la société civile et à la promotion des droits de l'homme.

En Afrique du Nord, les gouvernements et les acteurs internationaux ne parviennent pas pour l'instant à satisfaire la demande croissante d'emplois et de revenus. Cette situation menace de plus en plus la stabilité. La Suisse se concentrera à l'avenir sur les projets à fort potentiel de création d'emplois.

¹⁷ Regional Evaluation Cooperation Strategy Middle East 2015–2018, 2018.

Paix et stabilité : la DSH fait œuvre de pionnier

Voilà plus de 15 ans que la DSH œuvre pour la paix, pour le respect des droits de l'homme et pour la protection de l'individu. Le lien entre la paix et la sécurité humaine, qui se fonde sur la loi fédérale concernant la promotion civile de la paix et le renforcement des droits de l'homme, est unique en son genre et sert d'exemple à d'autres pays.

Quel est l'intérêt de prévenir les conflits et de promouvoir la paix ?

- Un ordre international qui fonctionne et la coexistence pacifique entre les peuples sont dans l'intérêt de la Suisse, pour sa propre sécurité et sa propre prospérité.
- Les guerres occasionnent non seulement des souffrances mais aussi des dépenses très élevées (voir graphique).
- Jusqu'à 80 % des victimes de guerre sont des enfants, des femmes et des hommes non impliqués dans les combats. 65 millions de personnes sont en fuite dans le monde, dont deux tiers dans leur propre pays.
- La Confédération consacre chaque année 10 francs par habitant à la prévention diplomatique des conflits et à la promotion de la paix.

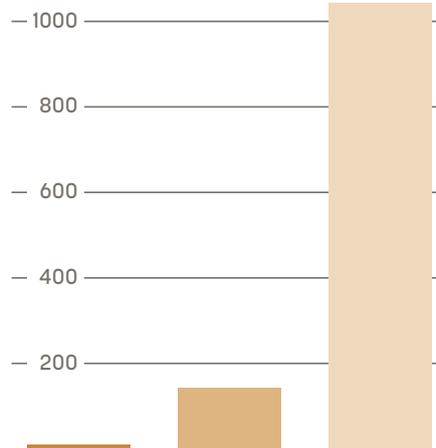
Pourquoi la Suisse ? Un contexte favorable, et quasiment unique :

L'histoire de la Suisse, dépourvue de passé colonial, son expérience de la diversité linguistique et culturelle, et son système politique axé sur la proximité avec les citoyens et l'implication de toutes les parties, font de la DSH un partenaire crédible.

Coûts de la guerre et dépenses pour la paix en 2016 dans le monde¹⁸

Coûts occasionnés dans le monde en 2016 par les guerres, comparés aux dépenses pour la promotion de la paix et la coopération au développement :

en milliards de dollars



■ Promotion de la paix :
10 milliards de dollars US

■ Coopération au développement :
142,6 milliards de dollars US

■ Dommages économiques dus aux conflits :
1040 milliards de dollars US

Les méthodes de la DSH

Expertise et diplomatie : le travail de la DSH repose sur l'expertise suisse et il déploie tout son potentiel lorsqu'il est associé aux outils de la diplomatie. Les partenariats avec des organisations internationales, la société civile et le secteur privé ainsi que le détachement ciblé d'experts viennent le compléter.

Une action locale pour un résultat global : les activités bilatérales de la DSH favorisent l'émergence, sur le terrain, de solutions viables développées localement. Étroitement coordonnées avec la communauté internationale, elles vont de pair avec les engagements multilatéraux et les initiatives diplomatiques de la Suisse.

Inclusion : la DSH œuvre à la participation de toutes les parties à la résolution des conflits car c'est le seul moyen de trouver des solutions solides et durables. Elle accorde une importance particulière à la participation égale des hommes et des femmes.

Fiabilité et agilité : les conflits et les crises sont difficiles à prévoir. La DSH doit être capable de réagir rapidement aux défis et aux possibilités qui se présentent. Elle a aussi besoin d'être acceptée par toutes les parties au conflit. Cet atout est souvent le résultat de nombreuses années de travaux préparatoires.

18 Institute for Economics and Peace OCDE, Global Peace Index 2017, 2017.

Mieux vaut prévenir que guérir

La DSH promeut le respect des droits de l'homme comme moyen efficace de prévenir les conflits. La torture, l'exclusion des minorités et les manipulations électorales font partie des indicateurs précoces du potentiel de conflit au sein d'une société.

Lutter contre la torture

La torture et les mauvais traitements incitent bien souvent les jeunes à se tourner vers l'extrémisme violent et déclenchent de nouveaux conflits. C'est pourquoi la DSH a soutenu les efforts du Maroc et de la Tunisie pour créer des mécanismes de prévention de la torture conformes aux normes internationales. Avec la Chine et la Russie, elle pratique le partage d'expériences entre experts, y compris des visites de prison chez les uns et chez les autres, afin d'améliorer les conditions de détention et de lutter contre la torture.

Tirer à la même corde que la FIFA, l'UEFA et le CIO

Les grandes manifestations sportives telles que la Coupe du monde de football ou les Jeux olympiques ont notamment pour effet de rapprocher les peuples. Mais elles sont aussi régulièrement sous le feu des critiques, en particulier en raison des conditions de travail d'une main-d'œuvre principalement étrangère. C'est notamment le cas au Qatar, où 36 000 travailleurs immigrés construisent les stades de football de la Coupe du monde de 2022.

La DSH a pris l'initiative d'élaborer, conjointement avec l'Union des associations européennes de football (UEFA), la Fédération internationale de football association (FIFA), le Comité international olympique (CIO), des ONG, des syndicats, des sponsors tels qu'Adidas et les pays hôtes, des principes visant à garantir le respect des droits de l'homme lors de l'organisation de grandes manifestations sportives. À ce jour, une quarantaine d'organisations ont adhéré à ces principes. Les candidatures de « United 2026 » (Canada, États-Unis et Mexique) et du Maroc pour l'organisation de la Coupe du monde de football 2026 furent les premières à contenir des mesures concrètes dans ce sens.

Un code de conduite pour les élections au Zimbabwe

La DSH a accompagné les partis politiques du Zimbabwe dans la négociation et la mise en œuvre d'un code de conduite pour les premières élections consécutives au départ du président Mugabe. Des conventions claires et volontaires ont contribué à réduire nettement les violences par rapport aux scrutins précédents, du moins pendant la campagne. Le code de conduite visait en outre à sensibiliser les leaders politiques

au thème de la prévention des conflits. La DSH restera impliquée dans les étapes à venir de la transition au Zimbabwe. Elle a accompagné un processus analogue au Myanmar en 2015, contribuant de manière significative au déroulement paisible et bien étayé du scrutin.

Des policiers suisses déployés dans le monde entier

Depuis 2016, 15 policiers et 2 douaniers suisses ont effectué des missions au Mali, au Libéria, en Côte d'Ivoire, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo ainsi que pour l'OSCE. En cas d'infraction, la qualité de la collecte d'éléments de preuve lors de l'enquête policière est déterminante pour la capacité ultérieure du ministère public à demander des comptes aux auteurs des faits. C'est pourquoi un agent de la police cantonale zurichoise a enseigné des techniques d'enquête à la police libérienne. L'amélioration des dossiers transmis au ministère public a permis d'accélérer les procédures et de gagner en efficacité. Ces opérations profitent également à la police zurichoise : l'agent en question est aujourd'hui affecté à l'aéroport, où il enquête sur le trafic d'êtres humains.

Les organisations internationales telles que l'ONU sont très demandeuses de policiers suisses. La DSH recherche, en collaboration avec les corps de police cantonaux, des moyens pour pouvoir envoyer plus de personnel dans ce genre de missions.

La DSH a lancé ou porté à un niveau de développement suffisant pour qu'elles bénéficient à présent du soutien, y compris financier, de nombreux partenaires,

13 initiatives diplomatiques

comparables à celle concernant les grandes manifestations sportives.

Plus de sécurité pour les experts internationaux :

les experts en matière de paix et de sécurité humaine travaillent souvent dans des zones de conflit dangereuses. La DSH a développé des lignes directrices pour une meilleure mise en œuvre du devoir d'assistance à l'égard du personnel détaché. L'ONU et l'OSCE soutiennent ces lignes directrices et s'en sont inspirées pour leur propre réglementation.

Défis

Les droits de l'homme sont l'un des piliers d'une société libre et démocratique. Dans de nombreux États, les droits de l'homme sont de plus en plus malmenés, ce qui fait augmenter le risque de conflit. La DSH s'efforce d'exposer clairement l'intérêt des droits de l'homme pour l'État mais aussi pour chaque individu, de mettre en œuvre des concepts innovants et de protéger efficacement les victimes de violations des droits de l'homme. Pour ce faire, elle travaille de manière ciblée avec de nouveaux partenaires aux niveaux bilatéral et multilatéral.

Rendre la paix possible et la préserver

La Suisse, forte de son histoire et de son système politique, possède des qualités essentielles pour une promotion de la paix fructueuse. En cas de conflit, la DSH réunit les différentes parties autour d'une table, les accompagne et met à leur disposition ses connaissances en la matière.

Contribution de la Suisse au processus de paix en Syrie

La DSH a créé, conjointement avec l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura, la « Civil Society Support Room », une plateforme qui permet d'impliquer la société civile syrienne dans le processus de paix. Depuis 2016, plus de 400 organisations syriennes ont participé aux 9 rencontres du dialogue intra-syrien.

La plateforme est d'autant plus importante qu'avant elle, aucun dialogue officiel direct n'était possible entre le gouvernement syrien et l'opposition. La « Civil Society Support Room » est accompagnée et soutenue, au niveau du contenu par la DSH et Swisspeace en collaboration avec la Norvège, la Suède et l'UE. Elle est une possibilité de dialogue pour les courants politiques les plus divers, les leaders socio-politiques, les femmes et les hommes. Au programme : des propositions concrètes pour l'avenir politique du pays, des questions constitutionnelles ou encore les conditions de détention dans les prisons syriennes, mais aussi et surtout les modalités d'un processus de réconciliation nationale qui permettrait de rétablir une paix durable en Syrie.

Soudan du Sud

L'éclatement de la guerre civile en décembre 2013 a réduit à néant les espoirs placés dans l'indépendance du Soudan du Sud et généré l'une des crises humanitaires les plus graves au monde. Les processus de paix formels ont échoué. La DSH identifie aujourd'hui, dans un environnement flou, des groupements susceptibles de reconstruire le tissu social. La peur de l'enrôlement de force est par exemple une préoccupation commune aux jeunes de différentes parties au conflit. Le dialogue permet de dépasser les divisions ethniques et sociales et d'élaborer des objectifs communs. Le Soudan du Sud est l'illustration du fait que les processus de paix prennent du temps.

L'expertise fait taire les armes

Un accord de cessez-le-feu est un document technique empreint d'expertise militaire. La voie qui mène à sa signature est semée d'embûches et hautement politisée. La signature signifie qu'une relation de confiance a pu être établie entre les parties. Elle peut constituer la première d'une longue série d'étapes vers la paix, ou marquer la fin des hostilités.

La DSH compte dans ses rangs l'un des rares architectes de cessez-le-feu qui jouisse d'une reconnaissance internationale. Au Myanmar, le cessez-le-feu national crée les conditions nécessaires à la poursuite des négociations en vue de régler les profonds problèmes politiques, économiques et de société. En Colombie, l'accord de paix entre le gouvernement et les FARC a mis fin à l'état de guerre. Après plus de 50 ans de conflit armé et plus de 200 000 morts, il s'agit d'un résultat important, mais qui n'est qu'une première étape sur la voie qui doit mener à une paix durable.

Le traitement du passé, condition d'un avenir pacifique – une évaluation indépendante

Après un conflit ou des violations graves des droits de l'homme, le traitement du passé favorise le rétablissement d'une paix durable et évite que les atrocités ne se reproduisent. Une évaluation indépendante réalisée en 2016 salue le rôle de pionnier de la Suisse dans ce domaine, de même que son expertise demandée dans le monde entier, sa sensibilité dans l'accompagnement de tels processus ainsi que les résultats obtenus.

La DSH a soutenu

10 processus de paix officiels,

dont celui qui concerne la Syrie.

Elle a accompagné des

négociations de cessez-le-feu dans 6 pays

(dont le Myanmar et la Colombie).

En République démocratique du Congo,

plus de 1500 jeunes gens

ont déposé les armes pour réintégrer leur village¹⁹.

Défis

Les conflits armés durent plus longtemps et impliquent un nombre croissant de parties, dont certaines sont nouvelles, ce qui complique leur résolution. La DSH, grâce aux spécialistes affectés sur place et à leur volonté de dialoguer avec toutes les parties au conflit, est en mesure de réagir rapidement en cas de changement. Mais rétablir une paix durable ne signifie pas simplement faire cesser des combats violents. La DSH doit donc être prête à accompagner des processus de paix de plus en plus longs.

19 Rapport d'évaluation de la première phase de Tujenge Amani, 2017.

Les personnes en situation de guerre et de fuite ont besoin d'être protégées

Guerre ou fuite : la DSH œuvre pour que les personnes qui sont confrontées à ces situations soient mieux protégées contre les violences. En 2018, 172 millions de personnes vivent dans une zone de conflit et 65 millions ont dû fuir.

Conflit

Les personnes touchées par un conflit armé ou en situation de fuite sont particulièrement vulnérables. Ce contexte favorise le crime organisé et la violence. La perspective de l'impunité fait aussi augmenter les violences sexuelles et sexospécifiques.

La DSH œuvre pour que les victimes soient secourues et les auteurs punis. En République démocratique du Congo, elle a soutenu la documentation systématique des violences sexuelles, permettant ainsi à la Cour pénale internationale de La Haye de mener les procès correspondants.

Déplacements internes

Les deux tiers des personnes déplacées de par le monde sont des déplacés internes. Ils cherchent protection à l'intérieur des frontières de leur pays, mais vivent généralement dans des conditions précaires et dangereuses. Contrairement aux réfugiés, ils n'ont franchi aucune frontière nationale et ne bénéficient par conséquent d'aucun statut juridique particulier, ni de mesures de protection spécifiques, ce qui les oblige bien souvent à quitter tout de même leur pays. La DSH s'engage, dans les négociations internationales, pour une meilleure protection des déplacés internes.

Réfugiés dans le pays voisin

En raison de la crise syrienne, environ 1,5 million de réfugiés syriens ont rejoint le Liban, où ils vivent parmi les 5 millions d'habitants que compte le pays. Cette proportion élevée de réfugiés cause des difficultés supplémentaires à la société libanaise, qui vit déjà dans des contextes politiques et économiques fragiles. La DSH encourage le dialogue entre Libanais et réfugiés syriens. Des hommes d'affaires syriens vivant au Liban assument des responsabilités des deux côtés, en s'appuyant sur ce qui unit les deux pays voisins, et abordent les craintes de la population libanaise. Cela a par exemple permis de scolariser des enfants syriens ou de régler pacifiquement des conflits survenus entre les nouveaux voisins. Pour que les réfugiés retrouvent des perspectives d'avenir et ne soient pas obligés de repartir, il faut qu'une cohabitation pacifique puisse s'établir.

Attaques d'hôpitaux et d'ambulances

Certaines normes fondamentales telles que le droit international humanitaire sont de plus en plus remises en cause ou affaiblies de manière ciblée. En même temps, certaines mesures de lutte contre le terrorisme empêchent le travail des organisations humanitaires dans les zones de guerre. Le CICR, par exemple, n'a plus accès aux zones qui sont contrôlées par des groupements sanctionnés par la communauté internationale.

Lorsque des parties belligérantes attaquent les patients ainsi que le personnel médical et détruisent des hôpitaux, les effets dévastateurs de ces actes sont immédiatement visibles. À moyen terme, la population locale doit survivre sans système de santé ou doit fuir. La DSH œuvre à la protection des populations civiles en enseignant le droit de la guerre aux groupements armés, en documentant les violations de ce droit et en confrontant les responsables avec leurs actes.

En 2016, 8600 personnes ont été victimes d'une explosion de mine ; 80 % d'entre elles étaient des civils, dont 40 % d'enfants.

Après une bonne décennie de recul, le nombre des victimes de mines a drastiquement augmenté en 2015 et en 2016.

Dans la bande de Gaza, le financement de la DSH a permis de détruire entre 2014 et 2017

29 tonnes

d'explosifs de guerre.

Dans les Balkans,

1 920 000 m²

de terrain ont été déminés pendant la période sous revue.

Défis

Les conflits armés font de plus en plus de victimes civiles et le droit international humanitaire est de plus en plus ignoré et affaibli. Le nombre des personnes déplacées en raison de ces conflits mais aussi de violations des droits de l'homme, de la pauvreté, de catastrophes naturelles et du changement climatique a atteint un niveau inédit depuis la Seconde Guerre mondiale. La DSH œuvre, par la voie diplomatique, à la protection de ces personnes et s'engage pour une meilleure cohérence politique de la gouvernance mondiale en matière de migrants et de réfugiés, par exemple dans la mise en œuvre des nouveaux accords-cadres de l'ONU pour une meilleure protection des réfugiés et des migrants.

Impressum :

Éditeurs :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

Freiburgstrasse 130

3003 Berne

Tél. +41 (0)58 462 44 12

www.deza.admin.ch

deza@eda.admin.ch

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Coopération et développement économiques

Holzikofenweg 36

3003 Berne

Tél. +41 58 468 60 56

www.seco-cooperation.admin.ch

info.cooperation@seco.admin.ch

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Secrétariat d'État SEE / DFAE

Direction politique (DP)

Division Sécurité humaine DSH

Bundesgasse 32

3003 Berne

Tél. +41 58 462 44 12

www.dfae.admin.ch

pd-ams@eda.admin.ch

Rédaction / coordination :

État-major de direction de la DDC

Unité Politique et qualité du SECO

État-major de la DSH

Graphisme :

Lucas Veltman, grafik I veltman, Langenthal

www.grafik-veltman.ch

Cette publication est également disponible en allemand et en italien.

Le rapport peut être commandé sur www.deza.admin.ch (rubrique Résultats et impact) ou sur www.seco-cooperation.admin.ch (rubrique Documentation).

Berne, 2018